



UNITED NATIONS
INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

Inclusive and Sustainable Industrial Development Working Paper Series
WP 12 | 2020

Réponses politiques au COVID-19 Soutenir l'industrie africaine face à la pandémie de COVID-19

Basé sur une enquête auprès des
décideurs politiques en Afrique

DÉPARTEMENT DE LA POLITIQUE, DE LA RECHERCHE ET DES
STATISTIQUES DOCUMENT DE TRAVAIL 12/2020

Réponses politiques au COVID-19

Soutenir l'industrie africaine face à la pandémie de COVID-19

Basé sur une enquête auprès des décideurs politiques en Afrique

Frank Hartwich et Anders Isaksson

UNIDO



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

Vienne, 2020

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Niki Rodousakis pour la révision et l'édition de ce document. Nous tenons également à remercier nos collègues du Bureau Afrique et des différents bureaux extérieurs de l'ONUDI en Afrique, qui nous ont aidés en contactant les points focaux dans les ministères et en nous apportant leur soutien pour les entretiens et la saisie des données.

Les désignations employées, les descriptions et classifications des pays ainsi que la présentation du matériel dans ce rapport ne sauraient être interprétées comme exprimant une opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites, son système économique ou son degré de développement. Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent pas nécessairement celles du Secrétariat de l'ONUDI. La responsabilité des opinions exprimées incombe uniquement aux auteurs, et la publication ne constitue pas une approbation par l'ONUDI. Bien que le plus grand soin ait été apporté à l'exactitude des informations contenues dans ce document, ni l'ONUDI ni ses États membres n'assument de responsabilité quant aux conséquences qui pourraient résulter de l'utilisation de ce matériel. Les termes tels que « développé », « industrialisé » et « en développement » sont utilisés à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement. Toute indication ou référence à un pays, une institution ou une autre entité juridique ne constitue pas une approbation. Les informations contenues dans le présent document peuvent être citées ou réimprimées librement à condition qu'il soit fait mention de la source. Ce rapport a été produit sans avoir été officiellement édité par les Nations Unies.

Résumé

Cet article fournit des preuves empiriques sur les points de vue des fonctionnaires des ministères de l'industrie en Afrique concernant l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les entreprises du secteur industriel et leurs réponses politiques à cet impact. La pandémie, qui a atteint le continent africain relativement tard, et sa démographie – prédominée par une population plutôt jeune – ainsi que la structure de ses économies et le degré d'informalité dans les affaires suggèrent que l'impact du COVID-19 sur le secteur manufacturier africain pourrait être moins grave que dans le reste du monde. Cependant, les impacts indirects tels que l'abandon des chaînes de valeur mondiales (CVM) doivent également être pris en compte, et leurs effets pourraient être assez importants. Il n'est donc pas surprenant que les décideurs politiques interrogés décrivent l'impact de la pandémie sur l'industrie africaine comme étant sévère.

L'article compare les réponses politiques choisies dans les pays africains avec celles mises en œuvre dans d'autres parties du monde. Les résultats indiquent que les pays africains ont, dans certains cas, copié les mesures politiques introduites par leurs homologues des pays plus développés, sans tenir pleinement compte de l'importante charge fiscale qui en découle. Pendant ce temps, les budgets de l'État ont dû être utilisés pour des besoins plus urgents, tels que les transferts directs d'argent aux groupes vulnérables et aux personnes défavorisées, ce qui laisse moins de marge pour la mise en œuvre de mesures de sauvegarde de l'industrie. La prédominance du secteur informel dans de nombreuses parties du secteur industriel a rendu encore plus difficile l'acheminement du soutien aux entreprises qui ne sont pas enregistrées. En outre, les politiques qui aident les entreprises industrielles à dépasser la crise de trésorerie et à se remettre sur pied dans le nouvel environnement COVID-19 et post-COVID sont encore moins importantes, pour ne pas dire absentes, non seulement en raison des budgets publics serrés, mais aussi en raison des capacités limitées des agences fournissant des services d'aide au développement des entreprises pour aider à mettre en œuvre de telles politiques.

En outre, nous cherchons à savoir si les pays africains ont réagi de manière adéquate à la pandémie. Les résultats de l'enquête révèlent que, du point de vue des gouvernements,

les entreprises auraient pu faire davantage en plus du soutien politique qui leur a été fourni. Les entreprises auraient pu mettre en place un mécanisme d'apprentissage entre elles, par exemple. De plus, les entreprises auraient pu modifier leur gamme de produits en réponse à la pandémie. Comme l'enquête s'adressait aux représentants du gouvernement, nous n'avons pas récolté d'informations concernant la perception de l'industrie quant à l'adéquation de la réponse politique. Une enquête complémentaire de l'ONUDI destinée à l'industrie est en cours de déploiement et fournira des informations supplémentaires sur cet aspect particulier.

Enfin, les résultats de l'enquête suggèrent qu'une assistance technique supplémentaire de la part de la communauté internationale est possible et souhaitée. Les exemples donnés par les personnes interrogées incluent le développement des capacités du personnel du ministère, l'amélioration substantielle des statistiques industrielles en matière de disponibilité, de collecte et de qualité des données ainsi que le soutien à la politique industrielle générale et au travail analytique.

Mots-clés : politique industrielle, policy-mix, enquête, COVID-19, Afrique, chaînes de valeur mondiales (CVM).

Table des matières

INTRODUCTION.....	1
1 PRATIQUES POLITIQUES COMMUNES DANS LE MONDE POUR SAUVER L'INDUSTRIE.....	6
2 METHODOLOGIE.....	13
3 IMPACT SUR LES ACTIVITES DU GOUVERNEMENT	14
4 REPONSE POLITIQUE DU GOUVERNEMENT.....	18
5 PERCEPTION PAR LE GOUVERNEMENT DE LA REPONSE DE L'INDUSTRIE ET DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE	27
6 DISCUSSION ET REMARQUES FINALES.....	30
REFERENCES.....	34
ANNEXE : QUESTIONNAIRE	

Table des figures

Figure 1 : Tendances mensuelles de l'indice de la production industrielle	2
Figure 2 : Déclin relatif de l'industrialisation en VAM/PIB (en dollars américains courants)	4
Figure 3 : Impact de la pandémie sur les activités du ministère	14
Figure 4 : Impact de la pandémie sur le processus d'élaboration des politiques	15
Figure 5 : Problèmes critiques auxquels les ministères de l'industrie sont confrontés.....	17
Figure 6 : Évolution attendue des recettes du secteur industriel en 2020	18
Figure 7 : Période de récupération prévue	19
Figure 8 : Principaux défis auxquels le secteur industriel est confronté selon les ministères de l'industrie	20
Figure 9 : Durée de la crise	21
Figure 10 : Type de mesure politique utilisée pour soutenir l'industrie	22
Figure 11 : Politiques mises en œuvre par les ministères de l'industrie	25
Figure 12 : Durée prévue des politiques	26
Figure 13 : Actions de l'industrie pour atténuer l'impact du COVID-19.....	28
Figure 14 : Soutien de la communauté internationale.....	29

Introduction

Lorsque l'épicentre de la pandémie de COVID-19 s'est déplacé, d'abord de la Chine vers l'Europe, puis vers les Amériques et de nouveau vers l'Europe, et que les perspectives économiques mondiales se sont détériorées, les gouvernements du monde entier ont mis en place des mesures d'endiguement strictes. Le ralentissement économique déclenché par ces restrictions a touché à la fois la demande et l'offre de production dans le monde entier et risque d'exacerber toute faiblesse préexistante dans la structure économique des pays, à moins que des mesures adéquates ne soient mises en place efficacement. C'est pourquoi au cours des derniers mois, les gouvernements ont de plus en plus complété les mesures de confinement du COVID-19 par des mesures de politique économique.

Le premier cas de COVID-19 en Afrique a été enregistré en Égypte le 14 février et, avec un certain décalage, a touché le reste de l'Afrique. Les données de l'Université Johns-Hopkins suggèrent que les taux d'infection sont concentrés dans six des 54 pays d'Afrique, et sont très faibles par rapport aux flambées enregistrées en Europe, en Asie et dans les Amériques. Toutefois, des questions ont été soulevées quant aux systèmes de notification et aux capacités de dépistage dans la plupart des pays africains, et l'on ne sait pas encore très bien dans quelle mesure le virus s'est répandu sur le continent africain.

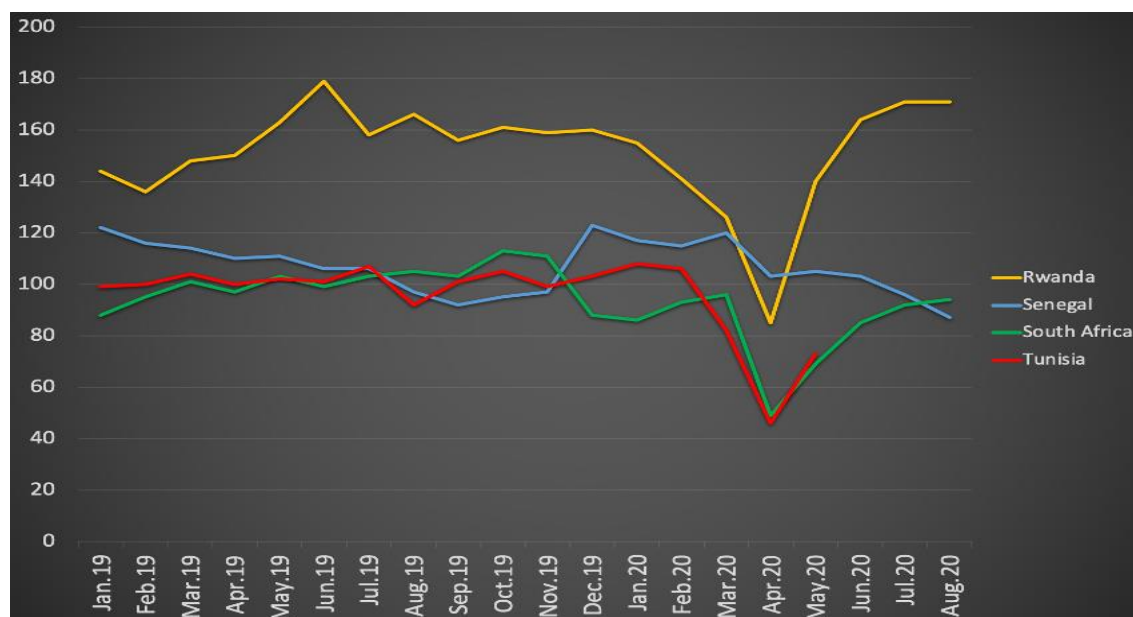
Dans tous les cas, un faible impact du COVID-19 en termes de nombre de cas et de décès ne se traduit pas nécessairement par un faible **impact économique**, car d'autres effets entrent en jeu. En effet, de nombreux pays connaissent une certaine forme de ralentissement économique, même si le COVID-19 n'a pas encore eu d'effet grave sur leurs systèmes de santé (Noy, 2020). Pendant ce temps, d'autres pays se sont déjà engagés sur la voie de la reprise. Selon les données de l'indice de la production industrielle¹ que l'ONUDI publie chaque mois, deux des quatre pays africains couverts par l'indice semblent s'être remis du choc des restrictions liées au COVID-19 et d'autres effets sur l'offre et la demande qui ont affecté leurs industries. En juillet, les économies du Rwanda et de l'Afrique du Sud, tout du moins, étaient revenues aux niveaux précédents la pandémie de COVID, tandis qu'une certaine reprise était apparente pour la Tunisie en juin, bien

¹ L'indice de la production industrielle (IIP) mesure la croissance du volume de la production industrielle en termes réels, hors fluctuations de prix. L'année de référence est 2015, pour laquelle la production industrielle réelle de chaque pays a été fixée à 100. La valeur actuelle de l'indice montre donc comment le volume industriel a évolué depuis 2015. Alors que les taux de croissance industrielle annuels font généralement référence aux variations de la valeur ajoutée manufacturière (VAM), c'est-à-dire la production nette de la consommation intermédiaire, les indices mensuels ou trimestriels reflètent la croissance de la production brute. Compte tenu de la nature temporelle des estimations, la croissance de la production fournit la meilleure approximation de la croissance de la valeur ajoutée, en supposant que la relation entre les intrants et les extrants est relativement stable pendant la période d'observation. Au début du mois de novembre 2020, des données récentes (c'est-à-dire de mai à octobre 2020) sur les PII n'étaient disponibles que pour quatre pays africains.

qu'il manque encore les données pour les mois suivants. Seul le Sénégal semble ne pas avoir été en mesure de se remettre du choc.

Dans ce contexte d'incertitude quant au temps nécessaire et à l'ampleur de la reprise après les mesures de confinement du COVID-19, il est important de comprendre la nature des effets que la pandémie pourrait avoir sur le secteur manufacturier.

Figure 1 : Tendances mensuelles de l'indice de la production industrielle



Source : ONUDI, base de données de l'IIP mensuel

L'impact sur les économies du monde entier va des contraintes liées à l'offre intérieure – telles que les pénuries de main-d'œuvre et les baisses de la demande qui en découlent ainsi que l'offre insuffisante de matières premières – aux réductions drastiques de la demande et aux effets indirects, tels que le retrait des fournisseurs des chaînes de valeur mondiales (CVM)². Ce dernier phénomène peut parfois entraîner une diminution des exportations de biens finaux et intermédiaires ainsi que de matières premières. La production peut également être limitée par des pénuries d'approvisionnement en provenance d'autres pays ou par des envois bloqués dans les ports et les bureaux de dédouanement en raison d'un manque de personnel dû aux mesures de confinement. En outre, les conséquences économiques de l'effondrement des entreprises sous le poids de la baisse des revenus ont entraîné une perte d'emplois et, plus généralement, un retour en arrière après des années de progrès économique et de réduction de la pauvreté, sans parler des effets directs sur la santé. Il est intéressant de noter que ces derniers ont été atténués par une

² Hartwich et Isaksson (2020) discutent de cet effet spécifique du COVID-19 et de son lien possible avec le phénomène et le risque de désindustrialisation prématurée.

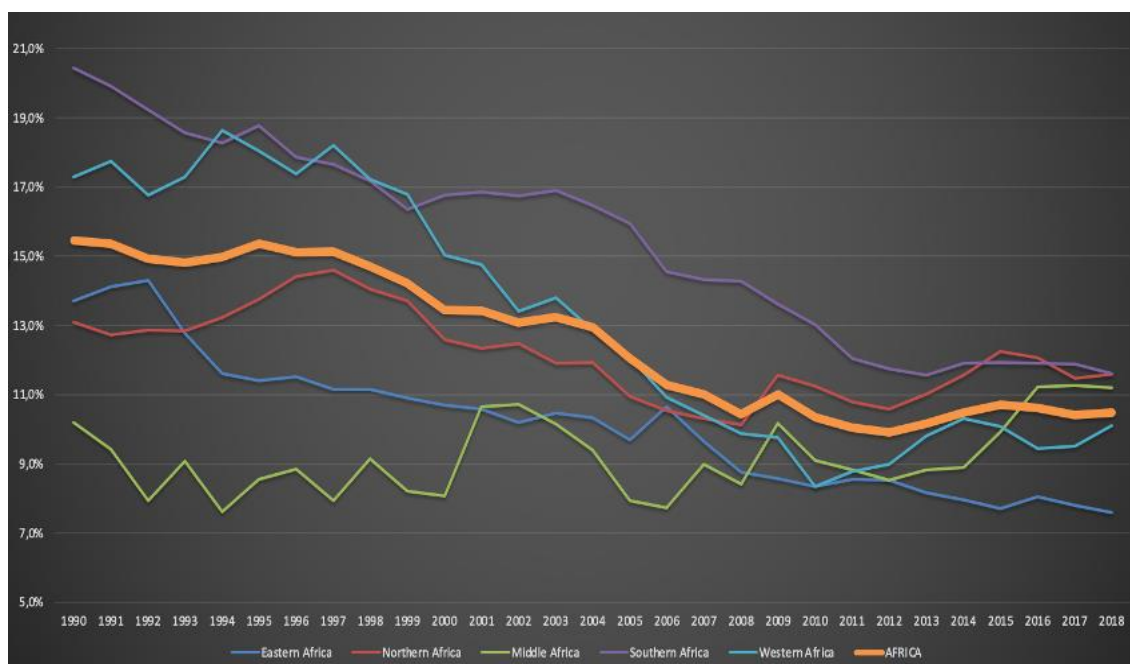
situation démographique favorable, les populations étant dominées par des cohortes relativement jeunes.

Si **les économies africaines** n'ont pas en soi intensifié les politiques incitant les populations à rester à la maison et les protocoles de confinement, elles ont tout de même été frappées par un double coup dur qui a joué à la fois sur l'offre et la demande de biens manufacturés (Hartwich et Hedeshi, 2020). Un rapport de l'Union africaine (UA, 2020, p. 5) indique que «l'Afrique, en raison de son ouverture au commerce international et à la migration, n'est pas à l'abri des effets néfastes du COVID-19, qui sont de deux types : endogènes et exogènes ». La Commission économique pour l'Afrique (CEA) (2020) prévoit que les pertes liées à la chute du prix mondial du pétrole suite à la pandémie s'élèveront à quelques 65 milliards de dollars. Des pertes s'élevant à 19 milliards de dollars sont attendues pour le Nigeria seul. La crise affectera également les entreprises manufacturières, selon le rapport de la CEA ; l'industrie automobile (-44 %), les compagnies aériennes (-42 %) et les industries de l'énergie et des matériaux de base (-13 %) risquent de subir de lourdes pertes à court terme.

La Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED, 2020), qui s'efforce de modéliser l'effet économique à moyen et long terme, constate que ce sont principalement les exportateurs de produits de base qui sont touchés, notamment ceux qui sont engagés dans les principales chaînes de valeur mondiales (CVM), comme les exportateurs de carburant et d'horticulture. Dans un scénario prudent, la CNUCED prévoit une baisse de -1,4 % des revenus de l'Afrique, l'effondrement le plus grave étant attendu dans les petits pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID). Dans le scénario extrême d'une grave récession mondiale, le document prévoit une baisse significative des exportations totales (-16,7 %), en moyenne. Les pertes ne sont pas également réparties ; des pertes plus graves sont attendues, par exemple, au Nigeria (-11,4 %), en Égypte (-10,6 %), au Malawi (-10,2 %), en Eswatini (-9,3 %) et en Éthiopie (-8,5 %).

Les effets négatifs sur l'industrie viennent s'ajouter à **une tendance générale** qui n'a pas favorisé l'industrialisation en Afrique. Selon l'ONUDI, la part de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) de l'Afrique dans la VAM mondiale n'est que de 1,6 pour cent et il existe des signes de désindustrialisation dans la plupart des pays de la région, en particulier dans les PMA (ONUDI, 2020). La figure 1 montre que la part de l'industrie manufacturière dans le produit intérieur brut (PIB) global n'a cessé de diminuer dans la plupart des régions africaines, avec quelques signes de consolidation ces dernières années. Il est peu probable que le coronavirus inverse cette tendance.

Figure 2 : Déclin relatif de l'industrialisation en VAM/PIB (en dollars américains courants)



Source : UNIDO, *INDSTAT 2 2020, ISIC Révision 3*

Les réponses politiques des gouvernements du monde entier à la pandémie ont été rapides et fortes. Les dépenses publiques en faveur des industries ont bondi afin de maintenir les entreprises à flot et de juguler le chômage, mais le type de soutien dont bénéficient les entreprises varie d'un pays à l'autre, les reports d'impôts étant la mesure la plus répandue (Bulman et Koirala, 2020), tandis que les réductions des coûts des services publics, le report des obligations de prêt, le financement à des conditions préférentielles pour les entreprises qui ne licencient pas et d'autres types d'assistance financière sont également courants. Dans le même temps, alors que la pandémie perdure et que de nombreux pays sont confrontés à un éventuel deuxième confinement, la conditionnalité (par exemple l'orientation vers la durabilité) et les politiques sectorielles et industrielles sont devenues plus importantes.

Mais quelle a été **la réponse politique en Afrique** ? Les gouvernements africains ont-ils suivi le mouvement et imité les politiques et les actions introduites en Europe et ailleurs ? Ou bien ont-ils développé leurs propres réponses et combinaisons de politiques, peut-être plus adaptées à leur stade de développement économique et à leur environnement ? Pour le savoir, l'ONUDI a conçu une enquête sur les politiques qui a été déployée sur tout le continent africain, ciblant les décideurs politiques des ministères de l'industrie. Cette enquête auprès des décideurs complète les paquets de politique industrielle de longue date de l'organisation, permettant aux gouvernements de

poursuivre des objectifs de développement industriel tout en élaborant des mesures politiques ad hoc pour atténuer les impacts du COVID-19 sur leurs industries.

Le reste du rapport est organisé comme suit : le chapitre 1 explore les réponses politiques et les dosages macroéconomiques à travers le monde, qui seront ensuite comparés à ceux introduits dans les pays africains. Le chapitre 2 décrit brièvement la méthodologie employée. Dans le chapitre 3, nous examinons l'impact de la pandémie sur le travail politique des ministères de l'industrie dans différents pays. Le chapitre 4 passe en revue les mesures introduites par les gouvernements africains pour atténuer l'impact de la pandémie sur le secteur manufacturier africain. Le chapitre 5 présente la façon dont les gouvernements perçoivent la réponse du secteur industriel à la situation actuelle concernant le COVID-19. Le rapport est complété par une discussion sur la manière dont les organisations internationales telles que l'ONUDI peuvent mieux aider les pays africains à traverser cette période difficile, tandis que le chapitre 7 conclut le rapport par une longue discussion politique.

1 Pratiques politiques communes dans le monde pour sauver l'industrie

Les tendances récentes de la croissance industrielle (ONUDI, 2020b) indiquent que les entreprises pourraient ne pas être en mesure de surmonter par elles-mêmes les effets de ralentissement économique causés par la pandémie de COVID-19, ce qui suggère que des **actions politiques sont nécessaires** pour atténuer les impacts de la crise. Alors que la pandémie de COVID-19 se propage dans le monde entier, avec un impact particulièrement important sur l'industrie, de nombreux gouvernements sont contraints d'agir en concevant des programmes de soutien et des stratégies d'atténuation ou en mettant en œuvre des politiques industrielles « salvatrices ». De nombreux gouvernements ont pris des mesures immédiates, d'autres ont réagi avec un décalage considérable, tandis que d'autres encore ont semblé adopter une approche de « laisser-faire ».

Un **large éventail de politiques** a été adopté pour soutenir l'industrie, y compris des ajustements de taux de change et des mesures de balance des paiements, des politiques monétaires ainsi que des mesures fiscales. Des solutions au niveau microéconomique des « entreprises » sont également apparues, car l'ampleur du choc d'offre actuel – un arrêt forcé général de l'activité économique – est sans précédent, et les réponses politiques adéquates peuvent en partie se situer en dehors de la combinaison traditionnelle d'interventions. Dans certains cas, cela est allé si loin que les chocs affectant la chaîne d'approvisionnement et d'autres bouleversements économiques précipités par la pandémie de COVID-19 ont poussé des pays ostensiblement orientés vers le marché à envisager des politiques dirigistes qui auraient semblé inconcevables avant la pandémie.

La majorité des réponses politiques sont **intersectorielles** et visent à aider toutes les entreprises existantes, quel que soit le secteur dans lequel elles sont engagées. Des mesures telles que l'orientation de la dette et l'octroi de crédits supplémentaires améliorent la situation du secteur manufacturier autant que celle de tout autre secteur. Cependant, l'incertitude demeure quant à la capacité des secteurs à absorber l'aide et à l'utiliser au mieux. L'OIT (2020), par exemple, discute de l'impact probable des politiques macroéconomiques sur les industries, en notant que cela dépendra de la capacité des PME dans les chaînes d'approvisionnement à accéder à l'aide financière et de la manière dont elles le feront.

En outre, les **politiques sectorielles et industrielles** sont devenues plus importantes récemment, car toutes les entreprises de tous les secteurs ne sont pas affectées de la même manière par le COVID-19. Des différences ont été observées entre les pays, les industries et la taille des entreprises ; les réponses politiques mises en œuvre par les gouvernements pour soutenir les entreprises dans leurs efforts de redressement doivent être adaptées pour tenir compte de ces différences. Une enquête de l'ONUDI (2020c) auprès des entreprises du secteur manufacturier

dans certains pays asiatiques révèle que les grandes entreprises manufacturières semblent être les principales bénéficiaires du soutien gouvernemental.

Dans la littérature actuelle sur les réponses économiques à la pandémie de COVID-19, la plupart des analyses politiques font la distinction entre **les objectifs à court terme et les objectifs à moyen et long terme**. Dans le premier cas, les objectifs sont de faire face à la situation sanitaire immédiate, de protéger les opportunités génératrices de revenus et de préserver le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement critiques, c'est-à-dire les biens essentiels et les fournitures de santé. Dans le second cas, les interventions destinées à amortir les retombées économiques visent à rétablir les chaînes d'approvisionnement, à relancer la demande et à encourager l'investissement productif. Sur la base des critères « horizon temporel » et « degré de propagation du changement dans les affaires », les mesures politiques les plus couramment adoptées dans le monde peuvent être regroupées en quatre catégories :

- 1. Mesures visant à aider les entreprises à survivre pendant les efforts d'endiguement de COVID-19.** Ces mesures ont inclus l'introduction d'actions visant à assurer la liquidité des entreprises pour faire face aux problèmes immédiats de trésorerie et soutenir la continuité des activités. Il peut s'agir de subventionner des intrants fournis par le secteur public, d'alléger temporairement la dette et d'accorder des compensations par le biais de lignes de crédit et de garanties spéciales, de reporter des obligations financières et, dans la mesure du possible, de revoir les conditions de dépôt de bilan des entreprises. Des fermetures partielles pour faire face aux fluctuations de la demande peuvent également être une option. Les gouvernements peuvent différer le paiement des impôts, des droits et des autres frais gouvernementaux.
- 2. Mesures visant à maintenir l'emploi pendant les efforts de confinement du COVID-19 :** Ces mesures ont eu pour but de soutenir le maintien de l'emploi. Par exemple, les systèmes de santé publique ont couvert les salaires des ouvriers et des employés devant être mis en quarantaine. En outre, des réglementations temporaires ont été introduites pour empêcher les licenciements à grande échelle et la mise en place de dispositions de travail alternatives, tels que les congés de courte durée, le télétravail et le partage des coûts par le biais d'ajustements partiels des salaires.
- 3. Mesures d'adaptation des entreprises pendant les efforts de confinement du COVID-19 :** Des efforts pour inciter les entreprises à passer à d'autres manières de faire des affaires ont été entrepris, par exemple en améliorant la présence sur le web, en faisant de la publicité via les médias sociaux, en améliorant les fonctions de service à la clientèle par téléphone et en ligne et en s'engageant dans le commerce électronique. Les politiques ont aidé les entreprises à mettre en place des normes de sécurité plus élevées sur le lieu

de travail et à mieux protéger les travailleurs. En outre, les gouvernements ont soutenu le secteur privé en augmentant la capacité d’approvisionnement du système de soins de santé, sa prestation de services et sa capacité à mener des recherches. À cette fin, des fonds ont été créés pour accorder des subventions et des prêts aux entreprises qui produisent les biens et les services nécessaires à la lutte contre la COVID-19 et pour soutenir le développement de grappes industrielles (virtuelles) liées au COVID-19.

4. Mesures visant à réorienter les entreprises après les efforts d’endigement du COVID-19 : Les gouvernements ont également mis en œuvre des mesures qui préparent les entreprises aux nouvelles conditions et réalités économiques de la période suivant la pandémie de COVID-19. Le développement industriel pourrait suivre la voie d’une aversion accrue au risque afin de protéger les fondements des industries nationales et être enclin à promouvoir la production de biens essentiels (notamment produits alimentaires, produits de soins de santé, technologie des télécommunications et intrants pour la fabrication locale). Les politiques à moyen terme ont inclus la promotion d’initiatives visant à sécuriser l’approvisionnement de ces produits, compte tenu des perturbations possibles des chaînes de valeur mondiales. Les entreprises devront investir dans de nouveaux processus commerciaux et dans l’innovation technologique. Les gouvernements peuvent soutenir ces efforts en surveillant les conditions du marché et en développant des indicateurs, permettant aux entreprises d’identifier rapidement les besoins émergents du marché et les changements de comportement des consommateurs. Les gouvernements pourraient également mettre en place des systèmes de financement public pour faciliter les investissements dans l’internalisation de la production et l’établissement de nouveaux réseaux de fournisseurs.

Les mesures politiques peuvent également être classées en fonction du domaine politique auquel elles se rapportent, telles que les conditions macroéconomiques, le commerce, l’emploi, les marchés publics et l’industrie. Quelques exemples de mesures politiques dans ces domaines sont repris dans le tableau 1.

Tableau 1. Politiques et mesures pour soutenir les entreprises en réponse au COVID-19

Domaine politique	Objectifs de la politique	Exemples de mesures politiques concrètes
Politique macro-économique (y compris l’environnement des affaires)	Aider les entreprises à survivre en réponse aux mesures de confinement du COVID-19	<ul style="list-style-type: none"> • Délai de paiement de la dette et extension des lignes de crédit / garanties • Assouplissement des réglementations qui régissent les entreprises • Déréglementation fiscale et report des taxes gouvernementales et du paiement des services

Domaine politique	Objectifs de la politique	Exemples de mesures politiques concrètes
	Préparer les entreprises à l'ère post-COVID	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions aux entreprises • Soutien aux entreprises pour améliorer l'accès aux systèmes de crédit
Politique commerciale	<p>Promouvoir les exportations et les importations de fournitures essentielles</p> <p>Limiter l'importation de produits qui concurrencent l'industrie locale</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Privilégier des importations et exportations spécifiques dans les ports pendant le confinement. • Ajuster les réglementations tarifaires et non tarifaires sur les importations afin de garantir les approvisionnements essentiels • Assouplir les mesures de contrôle des exportations (par exemple dans les ports) afin que les produits locaux puissent être plus compétitifs sur les marchés mondiaux • Promouvoir les exportations en soutenant le développement de nouveaux produits et marchés • Promouvoir les exportations en renforçant les capacités de contrôle de la qualité
Politique de l'emploi	Maintien de l'emploi pendant et après les mesures de contrôle du COVID-19	<ul style="list-style-type: none"> • Subventions pour le maintien en poste des travailleurs • Législation visant à maintenir les emplois dans les entreprises en général • Législation pour conserver les emplois dans les secteurs et industries critiques
Politique d'achat public	<p>Stimuler la demande intérieure</p> <p>Mobiliser l'industrie pour produire des fournitures essentielles</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développer les marchés publics • Développer les travaux publics • Subventionner la reconversion de la production des entreprises en fournitures essentielles (masques, ventilateurs, nourriture, etc.). • Implication directe du gouvernement dans la production et la distribution de fournitures critiques • Incitations financières à s'engager dans des produits et équipements pertinents pour le COVID
Politique de développement industriel	<p>Sauver l'industrie et des sous-secteurs industriels spécifiques (court terme)</p> <p>Soutien à la reprise des activités (court à moyen terme)</p> <p>Adaptation des entreprises industrielles pendant les mesures de</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien financier et fiscal (prêts, garanties, subventions, assurances, allègements fiscaux, etc.) • Conseils pour la reprise des activités, y compris la santé et la sécurité des travailleurs • Soutien pour identifier les futurs marchés et canaux de vente • Soutien aux investissements dans l'innovation et la production locale • Soutien aux entreprises dans la réorganisation de leurs chaînes d'approvisionnement / changement

Domaine politique	Objectifs de la politique	Exemples de mesures politiques concrètes
	<p>contrôle (court à moyen terme)</p> <p>Réorienter les entreprises industrielles pour l'ère post-COVID</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les entreprises dans l'exploration et l'accès à de nouveaux marchés nationaux et internationaux • Aider les entreprises à développer de nouveaux produits ou de nouvelles gammes de produits • Soutenir les entreprises dans le développement de nouveaux modèles d'affaires • Soutenir les entreprises dans le développement de compétences nouvelles et différentes • Aider les entreprises à attirer des investissements • Subventions ou aides à la R&D ou à l'innovation

Source : Les auteurs

Une autre façon d'examiner les réponses économiques aux mesures d'endiguement du COVID-19 est de considérer leur degré de « **conditionnalité** ». La pandémie a incité de nombreux gouvernements à étudier la possibilité de rendre les entreprises plus favorables à la croissance durable et à d'autres objectifs sociaux. Les pays les plus riches soutiennent déjà les efforts de restructuration et de réorientation des entreprises vers de tels objectifs. Ces mesures politiques occupent de plus en plus le devant de la scène alors que les mesures à court terme commencent à s'amenuiser en raison de contraintes budgétaires ou parce que les modèles commerciaux traditionnels ont commencé à perdre leur viabilité. McKinsey (2020) appelle à une « grande réinitialisation » pour « faire de grandes manœuvres rapidement », c'est-à-dire à ce que les entreprises redéployent rapidement leurs talents, lancent de nouveaux modèles commerciaux, améliorent leur productivité, développent de nouveaux produits et réorientent leurs activités. Cependant, en Afrique, les signes d'une telle conditionnalité sont moins évidents ; les politiques induites par le COVID-19 penchent plutôt vers des mesures qui permettront aux entreprises de survivre et maintiendront les emplois.

Les gouvernements qui conditionnent le soutien aux entreprises à des exigences spécifiques veulent s'assurer que les entreprises se **restructurent dans la bonne direction**. Par exemple, selon le plan de relance de l'UE pour l'Europe, la facilité pour la reprise et la résilience de l'UE, ainsi que le mécanisme pour une transition juste, se concentreront sur les investissements qui vont dans le sens des transitions vertes et numériques. Le FMI (2020) appelle les pays à mettre en œuvre des plans de relance verts lors de l'élaboration des réformes structurelles nécessaires à la poursuite du développement macroéconomique. Certains pays suivent une voie similaire : la

République de Corée, l'Allemagne et les États-Unis, par exemple, encouragent l'écologisation du secteur de la construction (IIDD, 2020).

La stratégie industrielle rechargée en réponse au COVID-19 de la Nouvelle-Zélande, par exemple, vise à « réinitialiser » l'éducation internationale et l'industrie du tourisme, à renforcer la résilience des industries de l'énergie, du transport et de la logistique, et à passer du volume à la valeur dans la construction, la fabrication avancée et l'agro-industrie tout en renforçant la numérisation dans toutes les industries. D'autres utilisent les fonds publics alloués à la reprise face à la pandémie de COVID-19 pour construire des systèmes de santé plus résilients (OMS, 2020) ou pour réduire leur dépendance aux importations de biens essentiels. Toutes ces politiques indiquent que les politiques visant à atténuer les impacts du COVID-19 deviennent plus conditionnelles, et pourraient finalement conduire à une économie plus saine, plus résiliente et plus productive (Mazzucato et Andreoni, 2020).

Les résultats d'une enquête menée par KPMG (2020) dans les premiers jours de la pandémie auprès de 1 300 PDG de grandes entreprises du monde entier, ainsi qu'un suivi de 315 PDG au cours de l'été 2020 par KPMG, indiquent que **la situation après la crise sera différente** de celle d'avant la crise et mettent en évidence trois évolutions clés : premièrement, l'incidence accrue du travail à distance élargira la recherche géographique de travailleurs ; deuxièmement, le risque lié aux talents est désormais la plus grande menace pour la croissance des entreprises ; et troisièmement, la transformation numérique s'accélère. Nous mentionnons ces évolutions car elles représentent des domaines politiques potentiels pour les gouvernements africains également, domaines dans lesquels ils pourraient soutenir l'industrie.

L'OCDE (2020), sur la base d'une enquête sur les PME dans les pays de l'OCDE, conclut qu'en plus des mesures politiques à court terme telles que les reports d'impôts, le paiement de dettes, les garanties de prêts et les prêts directs, les gouvernements **adoptent de plus en plus des politiques structurelles** pour aider les entreprises à identifier de nouveaux marchés et de nouveaux canaux de vente afin de poursuivre efficacement leurs activités dans le cadre des restrictions en vigueur. Ces politiques visent à renforcer la résilience structurelle des entreprises industrielles et à favoriser leur croissance.

En conclusion, alors que les économies reprennent progressivement leurs activités manufacturières après que les blocages économiques ont été levés mais sont susceptibles d'être imposés à nouveau, on peut affirmer que le policy-mix requis pour répondre de manière adéquate à la crise de COVID-19 doit aller **au-delà des moyens traditionnels** de relance économique. Par exemple, les politiques pourraient inclure des mesures qui soutiennent l'offre et la demande de produits industriels, ainsi que le développement de nouveaux modèles commerciaux dans des

sous-secteurs spécifiques, la mise à niveau des technologies, l'innovation, l'exploration de nouvelles sources d'intrants et l'identification de nouveaux marchés pour les produits.

Dans ce contexte, la question se pose de savoir si les mesures actuelles visant à sauver l'industrie peuvent être transformées en **mesures politiques durables** et si elles peuvent ouvrir la voie à des réformes plus structurelles. Pour préparer l'industrie à l'avenir, les gouvernements devront peut-être promouvoir des initiatives qui garantissent que la production repose sur des bases plus solides en cas de perturbation de la chaîne d'approvisionnement. L'assistance apportée en matière de policy-mix doit être novatrice et faire appel de manière créative à des types de mesures très différents selon le contexte spécifique du pays. Il peut s'agir d'une réorientation vers un approvisionnement auprès de fournisseurs moins éloignés et de l'accent mis sur le développement de la chaîne d'approvisionnement nationale ainsi que sur la gestion du contenu local. Une grande partie du soutien dont les entreprises industrielles ont besoin pour réorienter leurs activités et remodeler leurs modèles commerciaux peut prendre la forme d'un échange de connaissances et de technologies, mais doit s'accompagner de systèmes de crédit et de promotion des investissements.

Quelle part de ce poids les pays africains peuvent-ils soulever par eux-mêmes ? Compte tenu de l'inégalité des capacités et des moyens dont disposent les gouvernements pour répondre à la crise de COVID-19, les appels à la **communauté internationale pour coordonner les efforts** et fournir des mesures de soutien efficaces, en particulier pour les PMA, se sont multipliés. L'ONU a par exemple appelé à la solidarité et à une coopération étendue dans le but de construire des sociétés plus équitables, inclusives et résilientes, mieux préparées à faire face aux pandémies, au changement climatique et à d'autres défis. Étant donné que ces efforts coordonnés ne se sont pas encore concrétisés, les entreprises et les gouvernements des pays développés et en développement ont pris des initiatives pour mobiliser les capacités productives et technologiques ; les politiques doivent continuer à accompagner ces mesures.

2 Méthodologie

L'enquête était courte et composée de 16 questions. Elle est restée délibérément courte pour garantir un taux de réponse maximal des points focaux des ministères de l'industrie, un groupe de parties prenantes généralement trop occupé pour répondre à de longs questionnaires. Les questions allaient de la manière dont le processus d'élaboration des politiques du gouvernement a été affecté (le cas échéant) à la description des politiques mises en place en réponse à la pandémie et de leur impact perçu. L'enquête a également interrogé les répondants sur la façon dont le gouvernement perçoit la réponse et les actions du secteur industriel, et a demandé si celles-ci ont été suffisantes – bien que l'on puisse dire qu'il est plus courant d'interroger l'industrie sur sa perception des actions (ou de l'inaction) du gouvernement. La dernière section de l'enquête demande simplement comment les organisations internationales telles que l'ONUDI peuvent soutenir au mieux les gouvernements africains.

Étant donné la brièveté de l'enquête et l'objectif d'une communication efficace pendant le confinement lié au COVID-19, l'enquête a été réalisée en ligne. Les répondants ciblés étaient les fonctionnaires des ministères de l'industrie (et connexes) des 54 pays africains, y compris d'Afrique du Nord. Les bureaux extérieurs de l'ONUDI ont été chargés d'entrer en contact avec les ministères de « leurs » pays et d'assurer le suivi jusqu'à l'obtention d'une réponse soit reçue, tout en assistant le répondant dans le cas où des clarifications seraient nécessaires.

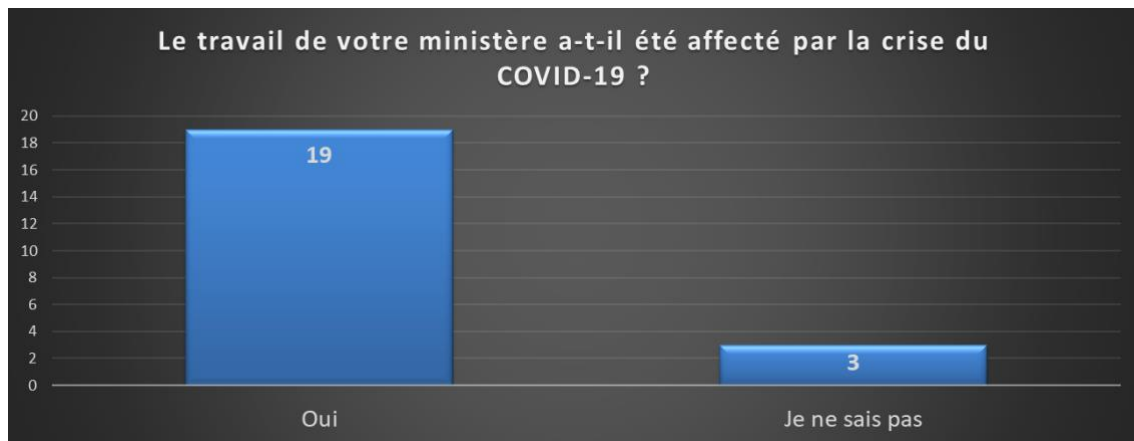
Au total, nous avons pu obtenir des réponses complètes de 22 pays africains. Pour des raisons de confidentialité, nous n'énumérons pas ici les pays qui ont répondu. Cependant, notre échantillon représente l'Afrique anglophone, arabe, francophone et lusophone. Des PMA et les PEID font partie des pays qui ont répondu, tout comme des pays enclavés. Certains des pays de notre échantillon sont riches en ressources naturelles, tandis que d'autres dépendent des importations de matières premières. En termes de fabrication, l'éventail de notre échantillon englobe des économies avec un secteur industriel relativement développé et des économies plus agricoles engagées dans des activités de fabrication légère. En somme, l'échantillon final est assez équilibré et présente plusieurs des nombreuses facettes de l'Afrique en tant que continent.

Nous continuerons à élargir notre base de données en ajoutant d'autres réponses à l'enquête ; bientôt, nous organiserons une autre série d'entretiens avec des décideurs politiques sur la base d'un questionnaire ajusté, en Afrique et ailleurs.

3 Impact sur les activités du gouvernement

La première partie de l'enquête portait sur l'effet de la pandémie sur les activités du gouvernement. La pandémie a-t-elle entraîné un changement significatif dans les activités du gouvernement ou les choses ont-elles continué comme avant ? Nous étions particulièrement intéressés par le processus d'élaboration des politiques. La figure 3 suggère que la pandémie a eu un impact majeur sur une écrasante majorité de ministères et sur leurs activités. La question qui se pose est de savoir *comment* le travail des ministères a été affecté.

Figure 3 : Impact de la pandémie sur les activités du ministère

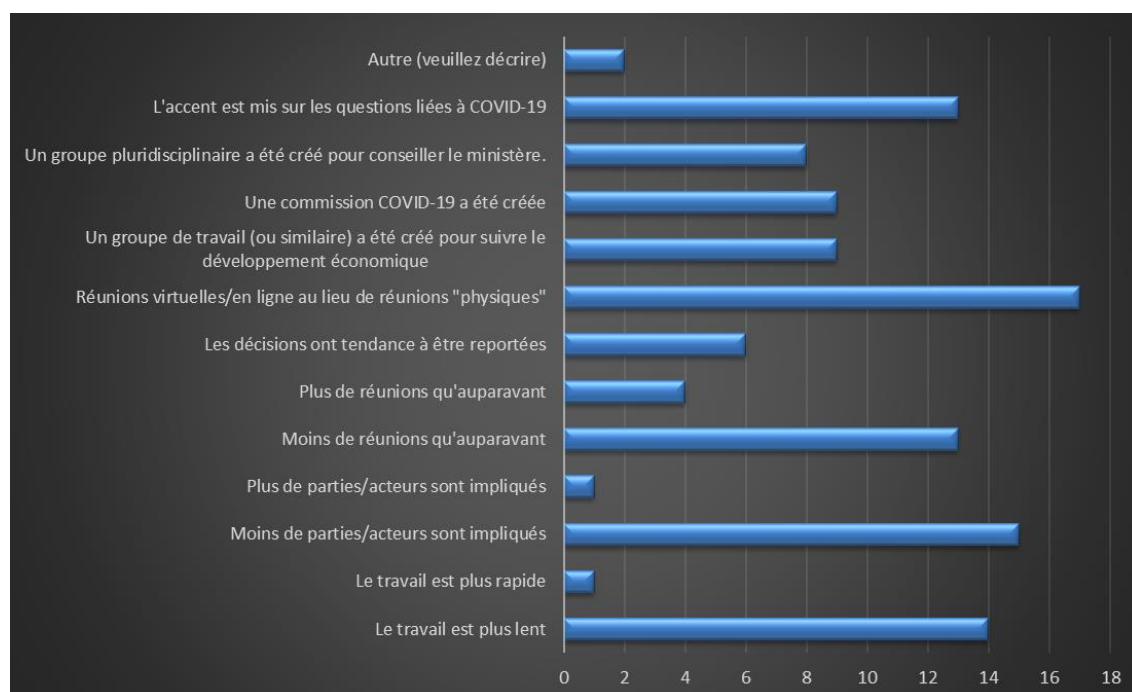


La figure 4 indique que les ministères ont dû adapter leur mode de fonctionnement de nombreuses façons. L'une des solutions les plus courantes a été le passage de réunions « physiques » à des réunions virtuelles ou en ligne, un changement commun à de nombreuses professions des secteurs privé et public dans le monde entier. Une conséquence plus grave du point de vue de la participation des parties prenantes est qu'il semble y avoir une tendance à faire participer moins de parties ou d'acteurs au processus d'élaboration des politiques. Ceci a un impact potentiellement négatif sur la qualité et l'adhésion aux politiques, en particulier celles qui introduisent des changements importants qui affecteraient de nombreuses parties prenantes. Bien que ces politiques puissent s'avérer cruciales pour contenir la pandémie, elles pourraient être difficiles à maintenir sans atteindre un large accord entre les acteurs.

Une autre conclusion est que la pandémie a monopolisé l'attention des gouvernements et que d'autres domaines politiques ont par conséquent été négligés. Bien que cela soit conforme aux priorités à court terme, la question est de savoir combien de temps cela peut continuer. On pourrait s'attendre à ce qu'à mesure que les restrictions s'atténuent, l'attention se porte à nouveau sur d'autres questions politiques pertinentes afin de garantir que de nombreux projets politiques importants ne soient pas retardés de manière significative, avec les conséquences économiques que cela implique pour l'industrie. Un exemple est celui des projets d'infrastructure, qui doivent

continuer à améliorer l'accès de base aux transports, à l'eau, à l'électricité et aux moyens de communication. Les ministères ont également signalé que le travail est plus lent, ce qui peut être lié à différents critères tels que la présence sur le lieu de travail, l'efficacité des réunions, la délégation des tâches, etc. Ils ont également fait état d'une diminution du nombre de réunions, ce qui pourrait impliquer que le processus de décision s'est ralenti ou que les décisions sont prises avec moins de consultations, ce qui serait cohérent avec la remarque faite plus haut sur le moindre engagement des parties prenantes. Un tiers des répondants ont également indiqué que les décisions ont tendance à être reportées. Environ la moitié des répondants ont mis en place un groupe de travail et/ou une commission, parfois de nature interdisciplinaire, pour conseiller le ministère et traiter des questions relatives au COVID-19.

Figure 4 : Impact de la pandémie sur le processus d'élaboration des politiques



Nous avons également interrogé les représentants des ministères sur les problèmes les plus critiques auxquels ils sont actuellement confrontés dans l'exercice de leurs fonctions (figure 5). Apparemment, le défi le plus important est de loin le manque de ressources budgétaires. Cela ne devrait pas être une surprise, car le financement représente un défi majeur pour la plupart, sinon la totalité, des budgets d'État en Afrique, que le pays soit touché par le COVID ou non. Il ne s'agit pas de dénigrer l'importance des ressources financières disponibles pour un ministère qui tente d'atténuer l'impact du COVID sur le secteur industriel. Dans les pays riches, les gouvernements ont consacré environ 10 % du PIB aux mesures d'atténuation, tandis que les chiffres correspondants dans les économies émergentes et les nations les plus pauvres sont respectivement de 3 % et 1 % du PIB. Le secteur industriel nécessite généralement différents

types de soutien, et la pandémie a ajouté une autre dimension aux besoins des entreprises. Les besoins à court terme liés au COVID pourraient potentiellement évincer tout autre soutien au développement des industries. Un autre résultat intéressant de notre enquête est que les décideurs politiques signalent que les ministères semblent manquer de l'expérience nécessaire pour faire face à la crise. Si la gestion des crises n'est pas nouvelle en Afrique, il est clair que cette crise est différente et plus profonde que les précédentes, et que les ministères n'ont peut-être pas la capacité d'y répondre de manière adéquate. Cela expliquerait également pourquoi les ministères ont mis en place des groupes de travail et fait appel à d'autres disciplines pour obtenir des conseils (voir l'argument avancé plus haut en relation avec la figure 3).

Un défi potentiellement sérieux est le manque d'information, comme l'indique environ un tiers des ministères inclus dans l'enquête. Cela pourrait suggérer que les ministères ne sont pas suffisamment connectés à l'industrie au sein de l'écosystème et que ces liens doivent être renforcés. On pourrait toutefois s'attendre à ce que l'industrie se tourne vers le ministère de l'industrie pour obtenir de l'aide et, ce faisant, qu'elle explique comment la pandémie affecte les entreprises, qu'il s'agisse d'un manque d'intrants intermédiaires et de pénuries de main-d'œuvre en raison des mesures de confinement, de l'abandon des chaînes de valeur ou d'une réduction générale de la demande de produits et de services.

Figure 5 : Problèmes critiques auxquels les ministères de l'industrie sont confrontés

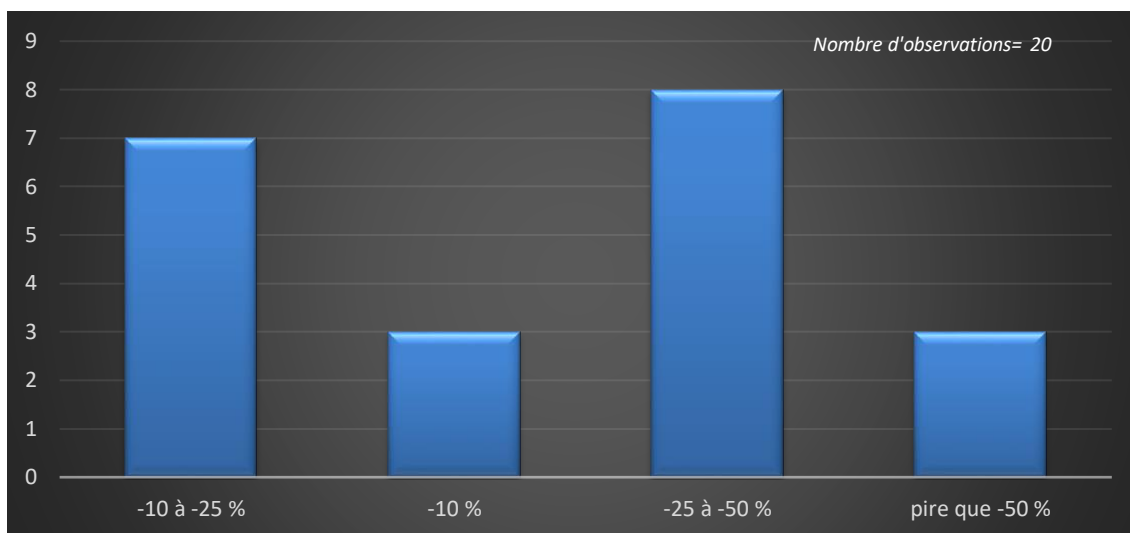


Nous concluons que la pandémie de COVID a gravement affecté le travail des ministères. D'un autre côté, nous constatons que les ministères cherchent à obtenir des conseils de toutes les disciplines, mais le risque d'un processus d'élaboration des politiques plus « centralisé » et moins consultatif semble s'accroître, ce qui, à long terme, pourrait avoir des répercussions et remettre en question le maintien de politiques nécessaires et importantes. Les ministères bénéficieraient de plus de ressources budgétaires dans leurs efforts pour soutenir l'industrie ; ils devraient également renforcer leurs capacités et leurs connaissances pour concevoir des mesures politiques en réponse à la crise.

4 Réponse politique du gouvernement

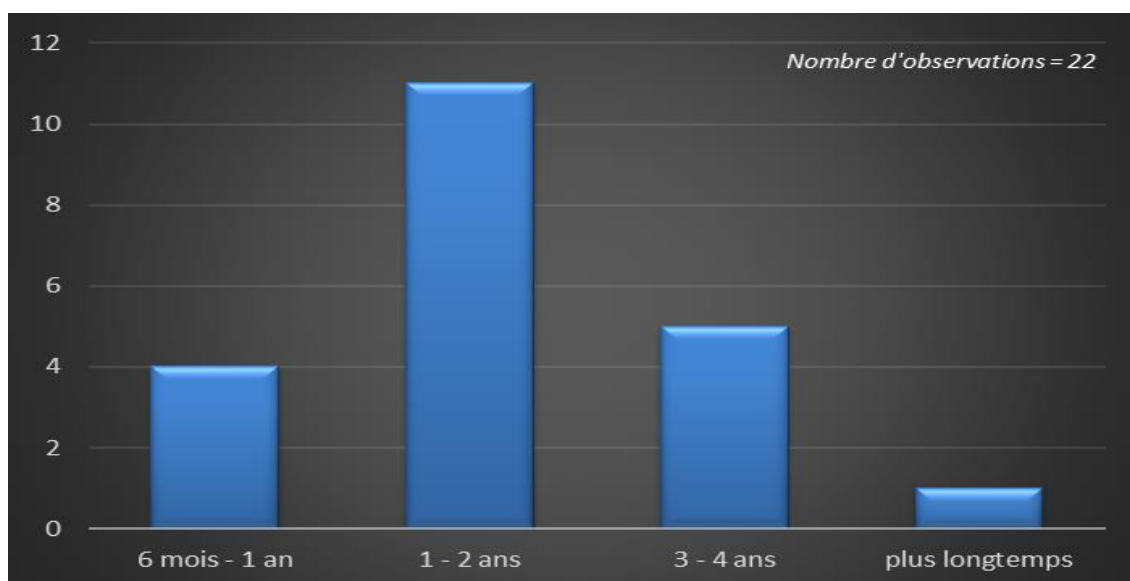
Dans ce chapitre, nous nous intéressons aux mesures politiques prises par les gouvernements africains pour répondre à la crise de COVID-19, qui constitue l'objet principal de ce rapport. Nous avons en un premier lieu demandé aux personnes interrogées comment l'industrie se porterait jusqu'à la fin de 2020. D'après les décideurs africains, les perspectives sont assez sombres (figure 6). Tous les répondants s'attendent à ce que les recettes du secteur industriel diminuent d'au moins 10 % à 25 %. Plus de la moitié des répondants s'attendent à ce que les recettes baissent de plus de 25 %, et certains suggèrent même que les recettes du secteur pourraient chuter de 50 %. À la lumière de ces attentes, et si elles se concrétisent, les décideurs africains joueront un rôle important pour maintenir l'industrie à flot.

Figure 6 : Évolution attendue des recettes du secteur industriel en 2020



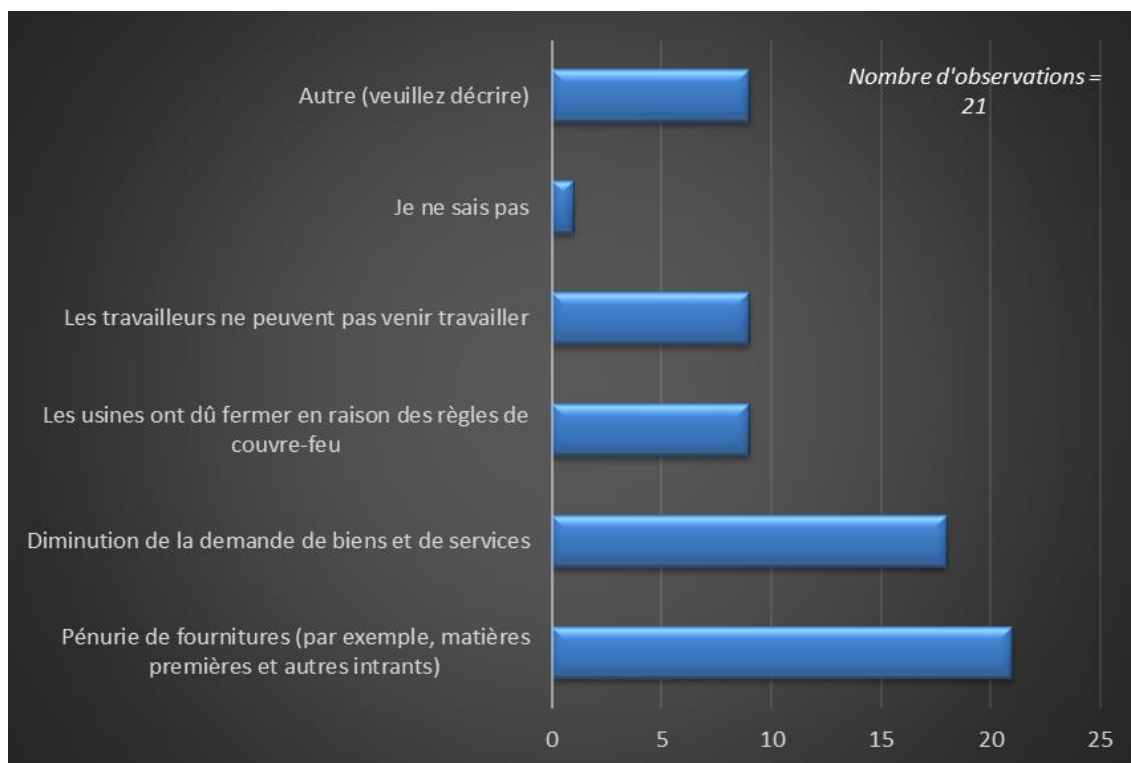
Sur une note plus positive, la figure 7 illustre les attentes d'une reprise relativement rapide. Un peu plus de 50 % des répondants ont indiqué que la reprise prendrait jusqu'à un an ; les autres répondants s'attendent à une reprise plus lente, mais d'ici deux ans, 75 % des industries devraient s'être rétablies d'après les attentes des décideurs.

Figure 7 : Période de récupération prévue



Quelles sont les raisons des attentes désastreuses des décideurs politiques en matière de revenus de l'industrie ? La figure 8 indique clairement que les pénuries d'intrants tels que les matières premières sont perçues comme le principal goulot d'étranglement. Cela suggère à son tour que les industries africaines sont peut-être devenues plus déconnectées des marchés internationaux et des chaînes de valeur (y compris nationales) en raison du COVID. Se pourrait-il que les chaînes d'approvisionnement impliquant les marchés africains soient plus vulnérables ou plus faibles que d'autres marchés ailleurs dans le monde ? Une autre hypothèse est que les entreprises africaines ont été durement touchées du côté de la demande et qu'elles ne pouvaient plus se permettre d'acheter les intrants nécessaires à la production, en particulier ceux qui sont importés. Il existe toutefois des preuves anecdotiques provenant de certains pays et régions (par exemple Mold, M. et A. Mveyange, 2020) décrivant une diminution des importations mais une hausse des exportations au cours des six derniers mois. Il est intéressant de noter que les pénuries d'approvisionnement sont considérées comme plus problématiques que la baisse générale de la demande de biens et de services. De plus, près de la moitié des personnes interrogées ont déclaré que les usines avaient dû fermer leurs portes en raison de restrictions strictes (couvre-feu). Pour faire suite à cette question, il serait intéressant de savoir si les politiques ont été adaptées (en d'autres termes : assouplies) pour faire face à ce problème.

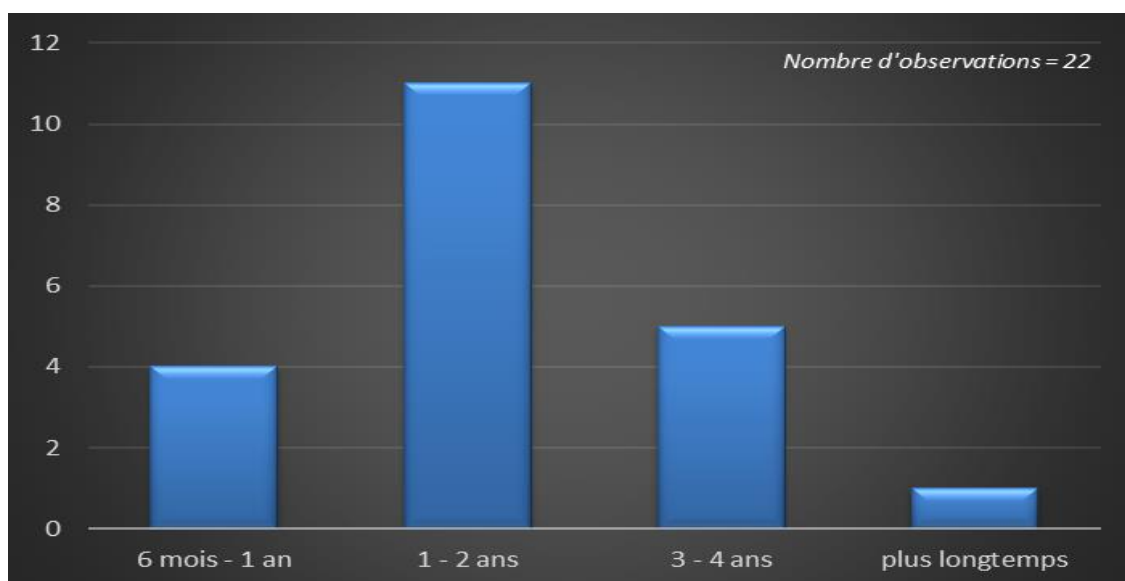
Figure 8 : Principaux défis auxquels le secteur industriel est confronté selon les ministères de l'industrie



En ce qui concerne la durée de la crise, plus de 75 % des personnes interrogées s'attendent à ce qu'elle dure plus d'un an ; 25 % ont déclaré qu'elle se poursuivrait pendant 3 à 4 ans, et un responsable politique a affirmé que la crise durerait encore plus longtemps (figure 9). Cette situation va sérieusement nuire à des économies déjà vulnérables. La crise a brusquement interrompu la trajectoire de croissance prometteuse de plusieurs pays d'Afrique, et certains des progrès réalisés en matière de développement seront certainement réduits à néant si les prévisions les plus négatives se concrétisent.

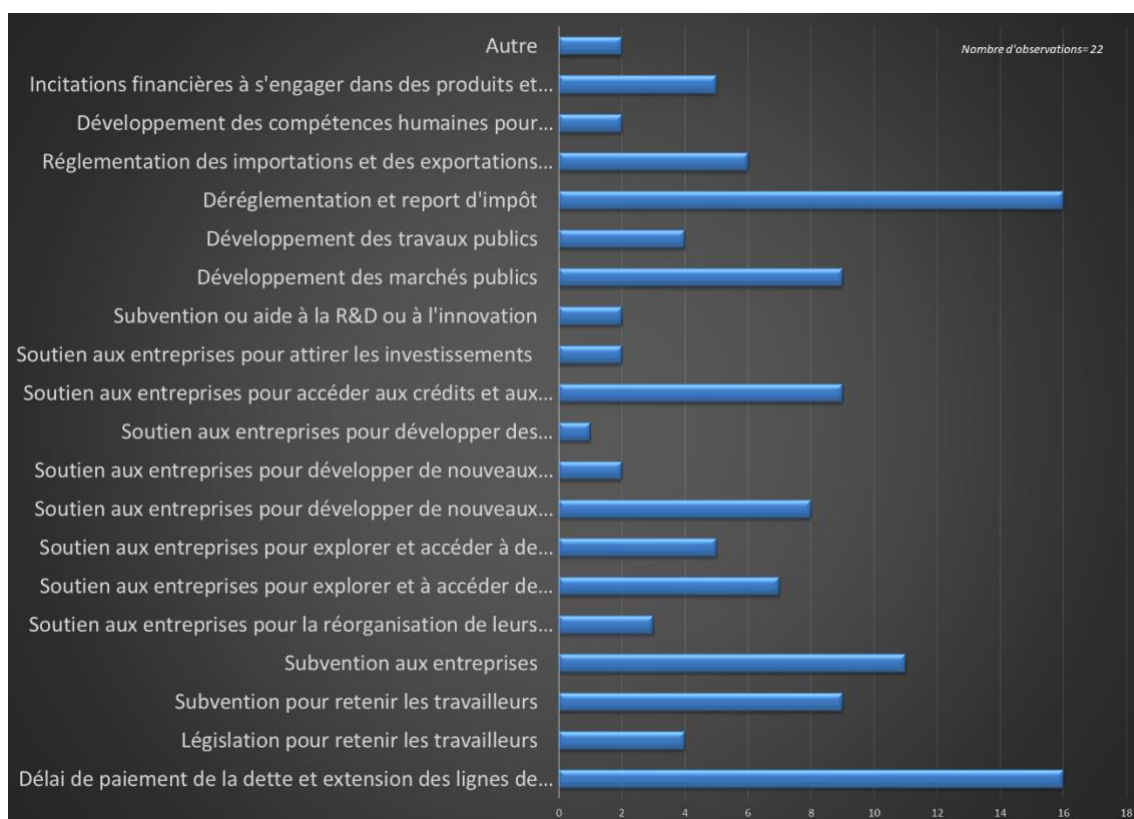
Après avoir discuté de la situation telle qu'elle est perçue par les décideurs politiques et de ses conséquences pour l'industrie, nous nous intéressons aux remèdes, c'est-à-dire aux politiques qui ont été mises en place. Sur les 22 pays de notre échantillon, une grande majorité (20) a réagi à la pandémie de COVID en mettant en œuvre des mesures politiques ; seuls trois pays ont déclaré qu'ils n'avaient pas encore pris de mesures politiques. En fait, il est surprenant que tous les ministères de l'industrie de l'échantillon n'affirment pas qu'ils soutiennent l'industrie dans la crise actuelle.

Figure 9 : Durée de la crise



La figure 10 illustre le type de mesures politiques mises en place par les gouvernements pour soutenir l'industrie en réponse à la pandémie de COVID-19. Selon Cantore et al. (2020), le premier mois qui a suivi le début de la pandémie de COVID-19, les gouvernements se sont principalement concentrés sur des mesures politiques à court terme pour permettre aux entreprises de survivre pendant le confinement, maintenir les emplois et soutenir l'adaptation des entreprises industrielles aux nouvelles réalités. Ces mesures politiques visaient à accroître l'aversion au risque et à empêcher la fuite vers la liquidité, entre autres, limitant ainsi l'accès aux ressources indispensables pour gérer les conséquences économiques anticipées du COVID-19. Les politiques gouvernementales se sont également concentrées sur l'octroi d'une aide financière rapide aux entreprises pour résoudre leurs problèmes d'endettement et de trésorerie. Du côté de l'offre, les mesures politiques ont assuré une protection continue des travailleurs et favorisé un redémarrage rapide de l'offre intérieure. Du côté de la demande, les gouvernements ont mis en œuvre des politiques de marchés publics et introduit des subventions à la consommation.

Figure 10 : Type de mesure politique utilisée pour soutenir l'industrie



Quoi qu'il en soit, au moment de l'enquête sur les politiques, plusieurs mois s'étaient déjà écoulés depuis l'apparition du COVID-19 et le policy-mix révélé était susceptible d'inclure non seulement des politiques à court terme mais aussi des politiques à moyen et long terme. Les résultats de l'enquête suggèrent toutefois qu'il semble y avoir un biais en faveur de ces premières. Diverses raisons peuvent expliquer ce biais, notamment le retard avec lequel le COVID-19 a atteint l'Afrique par rapport à d'autres parties du monde, le manque de sensibilisation et de capacité à concevoir des mesures à plus long terme et/ou le simple fait que les besoins à court terme étaient omniprésents.

Parmi les quelques mesures mises en place par les pays africains pour soutenir l'industrie, deux se distinguent : 1) la réglementation fiscale et le report du paiement des impôts et 2) le report du remboursement de la dette et l'extension des lignes de crédit et des garanties ; ces mesures ont été utilisées dans 17 des 22 pays de notre échantillon (figure 9). Un point commun entre ces deux mesures est leur implication financière, c'est-à-dire que les entreprises peuvent reporter leurs coûts à une date ultérieure, éventuellement jusqu'à ce que les recettes se soient redressées. Ces politiques sont apparemment relativement faciles et rapides à concevoir et à mettre en place. En outre, il n'est pas surprenant que l'aide financière soit le moyen le plus efficace et le plus important pour permettre aux entreprises de faire face aux effets de la crise, et la mesure de soutien

gouvernementale la plus populaire à court terme. On peut s'attendre à ce que les mesures politiques à moyen et long terme qui vont au-delà de l'aide financière deviennent plus courantes à mesure que la pandémie se prolonge. Lors d'un deuxième cycle de cette enquête auprès des décideurs africains, nous suivrons l'évolution des dosages macroéconomiques en réponse au COVID-19.

Les subventions aux entreprises constituent la troisième politique la plus fréquemment utilisée, qui a été mise en œuvre par environ la moitié des pays participant à notre enquête. Les gouvernements ont également accordé des subventions pour maintenir les travailleurs employés, dans le but d'aider les entreprises à se préparer à des jours meilleurs. Deux autres politiques sont l'expansion des marchés publics (pour maintenir la demande) et le soutien à l'accès au crédit par le biais de systèmes de garantie et en aidant les entreprises à entrer en contact avec les institutions financières.

Dans le chapitre 2, nous avons montré qu'il est de plus en plus évident que les mesures à moyen et long terme jouent un rôle de plus en plus important dans le policy-mix destiné au COVID-19, dans le but de réorienter les entreprises pour mieux les préparer à la « nouvelle norme » du monde post-COVID. Le raisonnement sous-jacent est que la reprise après ce choc ne permettra pas un retour au « business as usual » d'avant la crise. Cette enquête confirme que les décideurs politiques africains considèrent que les changements structurels dans les chaînes de valeur, tels qu'une diminution de la demande de biens et de services et une pénurie d'approvisionnement, devraient avoir un impact sur les entreprises industrielles. Par conséquent, dans un avenir proche, on pourrait s'attendre à voir des politiques qui aident à identifier des alternatives pour l'organisation des réseaux de production mondiaux et à ce que le développement, la diversification et la réorientation des capacités de production deviennent des éléments plus importants des stratégies visant à renforcer la résilience contre des perturbations futures similaires.

Cependant, si l'on regarde le revers de la figure 10, on constate que très peu de gouvernements ont mis en place des mesures pour former les travailleurs et qu'ils n'ont pas non plus adopté une perspective à plus long terme en matière de soutien à diverses activités orientées vers l'innovation. Par exemple, seuls quelques gouvernements ont utilisé des subventions ou des aides à la R&D ou ont aidé les entreprises à développer de nouveaux modèles commerciaux. Cela ne reflète peut-être pas un manque de volonté de la part des gouvernements, mais pourrait plutôt être lié à des facteurs de « stade de développement », où l'innovation ne figure pas encore en tête de liste des priorités politiques. Il y a toutefois une exception : environ 40 % des ministères ont soutenu l'amélioration des produits et des processus, c'est-à-dire les activités d'innovation. De plus,

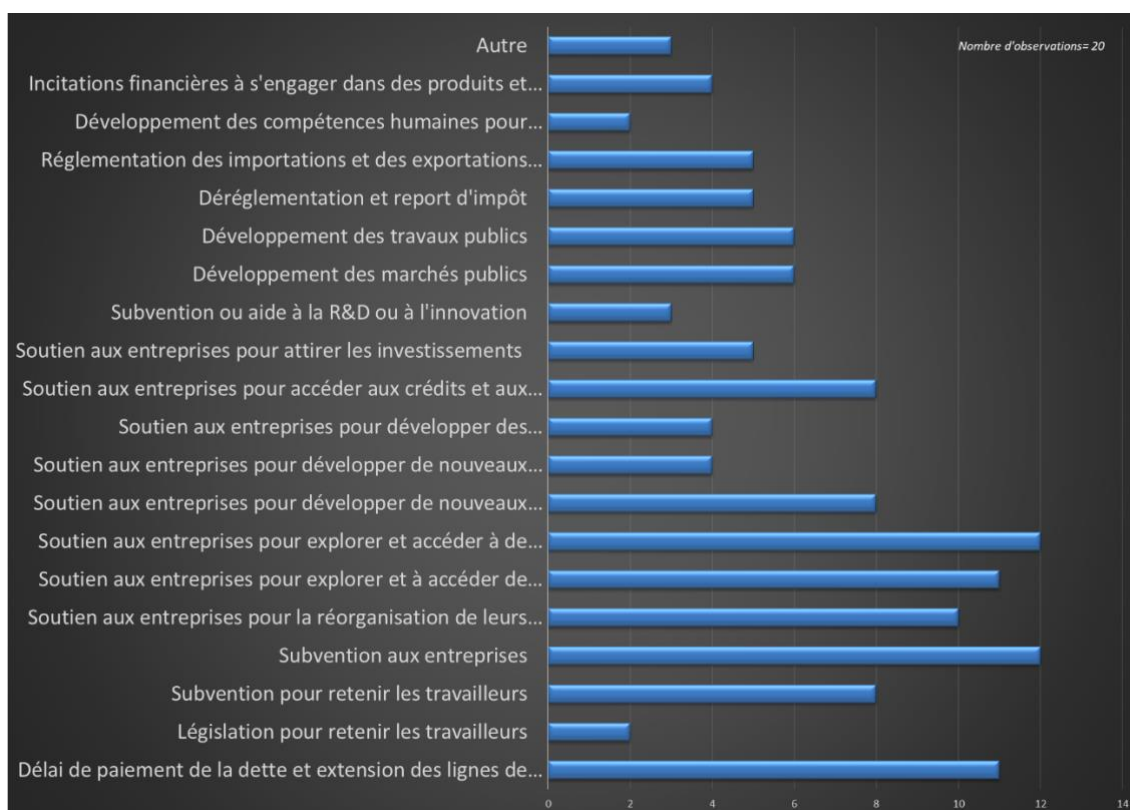
comme indiqué précédemment, il est possible que l'Afrique soit en retard par rapport au reste du monde en termes de développement de policy-mix simplement parce que la pandémie a atteint l'Afrique avec un certain décalage.

Enfin, environ un tiers des pays ont étendu leur soutien aux marchés internationaux et aux chaînes de valeur. Ce chiffre est étonnamment bas si l'on considère que les intrants tels que les matières premières étaient perçus comme représentant un goulot d'étranglement majeur pour l'industrie. Cela pourrait indiquer, par exemple, que les entreprises africaines s'approvisionnent en intrants au niveau national, qu'elles ne sont pas très engagées dans le commerce international ou que les ministères ont une perception erronée des défis auxquels l'industrie est confrontée.

Il est concevable que certaines de ces politiques aient été conçues par d'autres ministères ou en tant que politiques conjointes avec le ministère de l'industrie. Par exemple, les programmes purement financiers pourraient être du ressort du ministère des finances, même si la politique cible l'industrie. La figure 11 examine cette question en demandant aux personnes interrogées d'identifier les politiques conçues exclusivement par le ministère de l'industrie et celles pour lesquelles il était le ministère responsable, afin de nous aider à mieux comprendre dans quelle mesure il a été en mesure de fournir les réponses politiques les plus recherchées par l'industrie.

En effet, une image différente émerge à cet égard. Le soutien aux entreprises pour l'exploitation et l'accès aux marchés internationaux ainsi que les subventions directes aux entreprises sont les politiques les plus courantes conçues par les ministères de l'industrie. Ces mesures sont suivies de près par les politiques relatives aux chaînes d'approvisionnement et l'aide à l'accès aux marchés nationaux. Environ la moitié des pays de notre échantillon ont mis en œuvre ces politiques. Cela indique que le défi perçu concernant l'approvisionnement en intrants est effectivement ce que l'industrie a communiqué aux ministères de l'industrie. Cependant, cela signale également des lignes de démarcation entre les différents ministères.

Figure 11 : Politiques mises en œuvre par les ministères de l'industrie

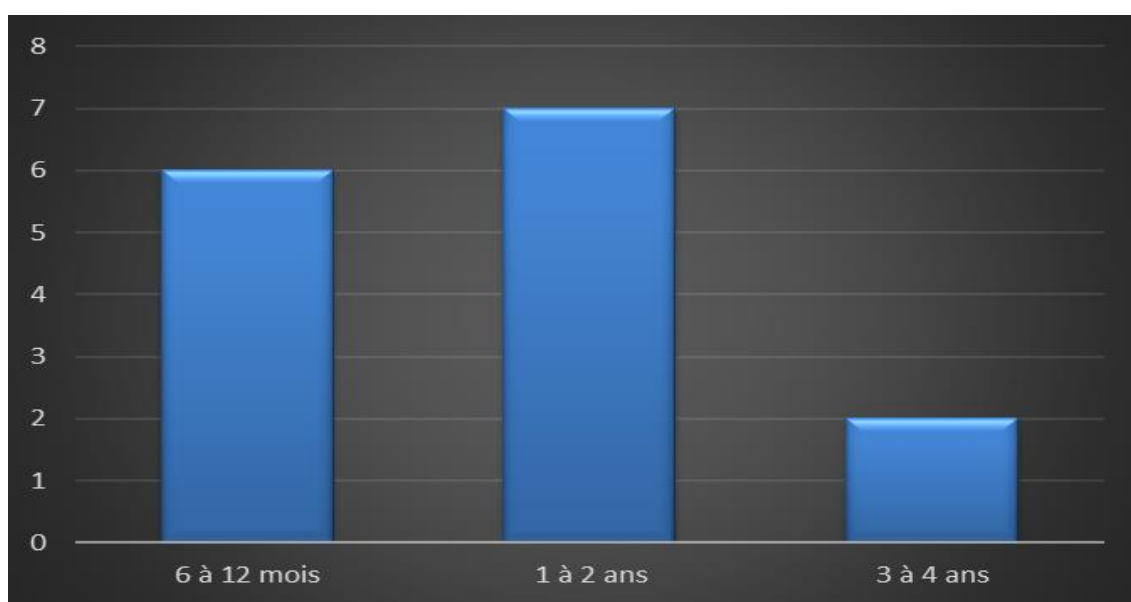


Cela dit, le retard dans le remboursement des dettes et l'extension des lignes de crédit sont des politiques lancées par le ministère de l'industrie. Cela pourrait suggérer que le ministère de l'industrie fournit également des crédits et d'autres types de financement en temps de crise ou qu'il sert au moins d'intermédiaire pour mettre les entreprises en relation avec ces institutions, même si ce n'est pas de manière régulière. Il se peut également que le ministère ait pris l'initiative de concevoir de telles politiques, mais qu'il s'agisse d'initiatives conjointes. Il existe également des cas où, par exemple, les politiques juridiques visant à maintenir les travailleurs employés ou les politiques d'innovation semblent avoir été lancées par le ministère de l'industrie, bien qu'elles paraissent être du ressort d'autres ministères tels que le ministère de la justice ou des sciences et de la technologie. Nous pouvons néanmoins conclure que les politiques orientées vers le moyen et le long terme, telles que les politiques d'innovation, semblent être minoritaires.

Une fois ces politiques d'atténuation présumées temporaires mises en place, la question de leur durée prévue se pose. La majorité des répondants à cette question (7) s'attendent à ce que ces politiques soient en place pour une durée maximale de deux ans, et certains (2) adoptent un point de vue plus négatif et s'attendent à ce que la situation actuelle se poursuive pendant encore 3 à 4 ans (Figure 12). Dans le chapitre 4, nous soutenons qu'il existe un coût d'opportunité important associé aux mesures politiques liées au COVID-19 qui évincent d'autres soutiens politiques

nécessaires au développement des industries. Ce coût sera d'autant plus important qu'il durera longtemps, dans la mesure où les politiques liées au COVID-19 risquent d'évincer d'autres projets et soutiens politiques prévus pour l'industrie. Si cela s'avère être le cas, cela pourrait impliquer un recul important pour le développement industriel et général. Un article d'Isaksson (2020) traite de l'association étroite entre le développement industriel et la productivité, d'une part, et l'industrialisation et la réduction de la pauvreté d'autre part. Par conséquent, si les politiques liées au COVID entraînent un retard dans l'industrialisation et un ralentissement de la productivité, on peut s'attendre à une régression de certaines des avancées en matière de développement enregistrées jusqu'à présent en Afrique.

Figure 12 : Durée prévue des politiques



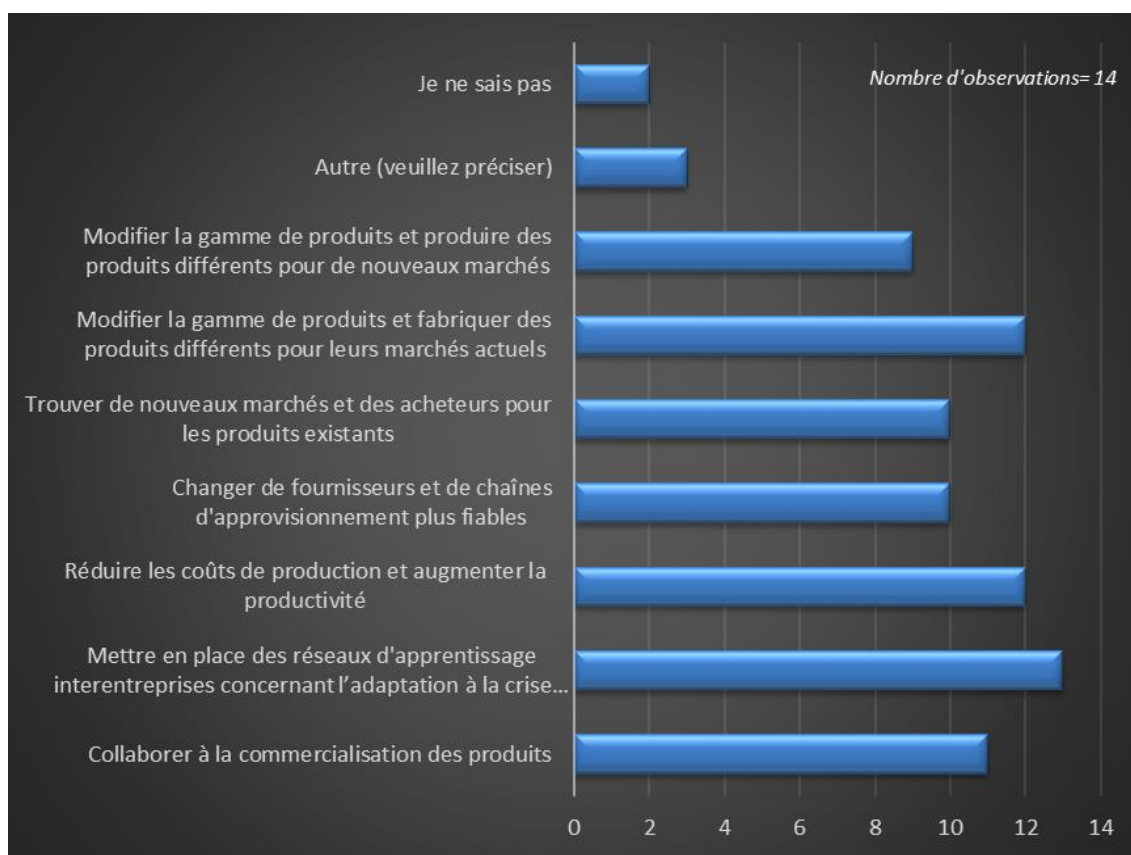
La dernière question dans cette rubrique était d'ordre général, à savoir si les ministères pensent que l'ensemble des politiques actuelles est suffisant. Onze des 15 personnes interrogées ont indiqué que davantage d'actions politiques étaient nécessaires, ce qui suggère qu'il existe un large champ d'action politique pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur l'industrie en Afrique.

5 Perception par le gouvernement de la réponse de l'industrie et de la communauté internationale

L'atténuation des effets de la pandémie n'incombe pas seulement au gouvernement. Il ne fait aucun doute que l'industrie elle-même a pris des mesures pour assurer sa survie, par exemple en réduisant les coûts des intrants et en réduisant la main-d'œuvre (temporairement et définitivement), en ajustant les achats de matières premières à la baisse de la demande, en augmentant d'un cran les niveaux d'efficacité technique des entreprises, et bien d'autres encore. Mais les efforts de l'industrie ont-ils été suffisants ou l'industrie aurait-elle dû faire davantage? Nous avons demandé aux personnes interrogées leur avis et, en particulier, ce que l'industrie aurait pu faire de plus.

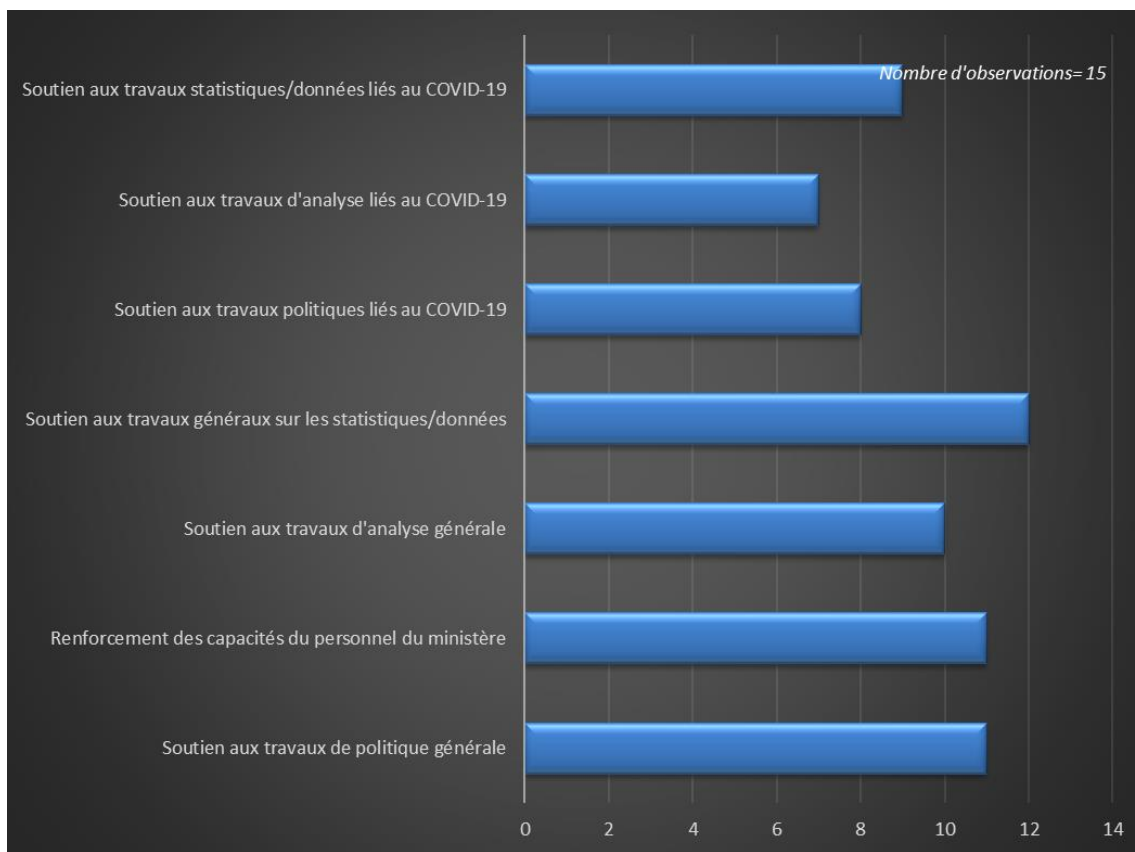
La figure 13 suggère que deux options que l'industrie aurait dû envisager sont la mise en place de réseaux interentreprises pour apprendre les uns des autres comment mieux faire face au COVID et l'adaptation de la gamme de produits en fonction des marchés changeants et alternatifs. Si la première option est louable, il est plus difficile pour les entreprises d'identifier de nouveaux marchés à court terme lorsqu'elles découvrent que les acheteurs traditionnels passent moins de commandes. D'autre part, la production pourrait être réorientée, c'est-à-dire que les entreprises pourraient commencer à produire des biens pour lesquels la demande a augmenté en réponse au COVID-19, par exemple des produits de santé. Il convient de noter que la figure 13 ne présente que les mesures mises en œuvre par les entreprises et dont les décideurs interrogés avaient connaissance. Les résultats d'une enquête séparée de l'ONUDI au niveau des entreprises apporteront plus de lumière sur cette question et seront publiés prochainement.

Figure 13 : Actions de l'industrie pour atténuer l'impact du COVID-19



Enfin, l'enquête s'est intéressée aux tierces parties qui pourraient s'impliquer dans la conception et la mise en œuvre de mesures d'atténuation: les agences de développement international, dont, par exemple, l'ONUDI et d'autres. Les répondants ont été invités à indiquer comment la communauté internationale pourrait aider leurs gouvernements. La figure 14 montre qu'environ la moitié des personnes interrogées préconisent des activités à long terme, comme le développement des capacités du personnel des ministères et l'amélioration substantielle des statistiques industrielles en termes de disponibilité, de collecte et de qualité des données, qui, dans de nombreux cas, sont plus faibles. De nombreux ministères souhaiteraient en outre voir un soutien général aux travaux de politique industrielle en général et à ceux liés au COVID-19 ainsi qu'aux travaux analytiques.

Figure 14 : Soutien de la communauté internationale



6 Discussion et remarques finales

La pandémie de COVID-19 n'a pas épargné le continent africain, bien qu'elle soit arrivée avec un certain décalage et que l'impact sanitaire n'ait pas été aussi grave qu'ailleurs. Tout comme les autres gouvernements du monde, les gouvernements africains ont pris des mesures importantes pour atténuer et neutraliser autant que possible l'impact de la pandémie sur l'industrie et, par défaut, sur l'économie et la population.

Partout dans le monde, des mesures politiques principalement à court terme ont été mises en place pour compenser l'aversion accrue pour le risque et prévenir la fuite vers la liquidité, qui aurait exacerbé le stress financier et ainsi limité l'accès aux ressources indispensables pour gérer les conséquences anticipées du COVID-19 sur les entreprises industrielles. Du côté de l'offre, les politiques visaient à garantir la protection continue des travailleurs, un redémarrage rapide de l'offre nationale ainsi que le rétablissement (et éventuellement le remodelage) du fonctionnement des chaînes de valeur mondiales. Du côté de la demande, les marchés publics ont, dans une certaine mesure, apporté une aide indispensable.

Pendant l'été, il semblait que la pandémie avait été maîtrisée dans l'hémisphère nord. Toutefois, à l'heure où nous écrivons ces lignes, il est clair que la pandémie a pris un nouvel élan et fait rage avec la même force qu'au printemps. La pause dans la pandémie n'a pas été assez longue pour permettre un retour en arrière important des politiques de soutien.

À l'heure actuelle, il reste à voir à quelle vitesse les économies du monde entier pourront reprendre leurs activités et à quoi ressemblera la reprise. Plus les mesures d'endiguement du COVID-19 resteront en place ou plus la deuxième vague de confinements durera, plus le processus de reprise sera difficile et éprouvant, ce qui ne fera qu'amplifier le besoin de soutien public. Le soutien public nécessite toutefois des ressources fiscales, qui ne sont malheureusement pas illimitées.

On dispose également de peu d'éléments pour déterminer quelles mesures politiques à court, moyen et long terme (qu'elles se concentrent sur des mesures de secours ou sur une réorientation plus structurelle) favorisent efficacement le développement industriel. À cet égard, la communauté des chercheurs en économie doit continuer à évaluer les performances économiques des pays en fonction des récentes réformes politiques. Les résultats de ces recherches seront très probablement disponibles à moyen terme ; ils sont nécessaires de toute urgence pour éclairer davantage le processus d'élaboration des politiques en réponse à la pandémie de COVID-19.

Le présent document s'est principalement intéressé à la manière dont les gouvernements africains ont réagi à la pandémie de COVID-19 et à son impact sur l'industrie. Nous avons demandé aux

responsables politiques si la réponse et le policy-mix de leurs gouvernements étaient différents de ceux des autres pays du monde. Nous avons constaté que les pays africains ont copié certaines mesures politiques mises en œuvre par leurs pairs dans des régions plus développées, sans tenir compte de l'importante charge fiscale associée que leurs pays ne sont finalement pas en mesure de supporter. Entre temps, les budgets de l'État ont dû être utilisés pour des besoins plus urgents, tels que les transferts directs d'argent aux groupes vulnérables et défavorisés, laissant moins de marge de manœuvre pour la mise en œuvre de mesures réelles permettant de sauver le secteur industriel. La prédominance du secteur informel dans de nombreux domaines de l'industrie rend encore plus difficile l'acheminement de l'aide aux entreprises qui ne sont pas immatriculées.

Les réponses à l'enquête indiquent clairement que les ministères africains de l'industrie ne fonctionnent plus selon le principe du « business as usual ». Les processus sont par exemple plus lents et moins de parties prenantes sont consultées dans le processus politique. En matière de politiques, l'enquête détecte un biais en faveur des mesures à court terme, peu de ministères se concentrant sur des mesures à plus long terme telles que le soutien à l'innovation des produits et des processus. En effet, les politiques qui aident les entreprises industrielles à dépasser le manque de liquidités ponctuel et à mettre leurs entreprises sur des bases solides dans le nouvel environnement COVID et post-COVID sont encore moins employées, pour ne pas dire absentes, non seulement en raison des budgets publics serrés mais aussi en raison des capacités limitées des agences fournissant des politiques en matière de développement des entreprises. Dans le même temps, la participation à ou l'abandon des chaînes de valeur mondiales semble être une préoccupation et certains éléments indiquent que la politique industrielle se concentre sur ce domaine. L'importance du maintien de l'approvisionnement en matières premières et autres intrants est liée à cette question.

Selon les décideurs africains qui ont participé à l'enquête, les mesures politiques mises en œuvre par leurs gouvernements jusqu'à présent ne sauveront pas l'industrie : trois quarts des décideurs ont déclaré que les mesures politiques introduites par leurs gouvernements étaient insuffisantes. Cela est principalement dû à la situation budgétaire désastreuse des gouvernements africains, comme l'ont indiqué presque tous les décideurs. En outre, il semble régner une opinion générale selon laquelle les entreprises elles-mêmes auraient pu faire plus et dépendent donc trop du soutien gouvernemental. Il n'est toutefois pas improbable que la responsabilité retombe sur le gouvernement si une question similaire était posée aux entreprises.

Les résultats de l'enquête auprès des décideurs sont cohérents avec ceux d'autres enquêtes, comme celle de l'UEMOA (2020), qui conclut que les organismes du secteur privé considèrent que le soutien du gouvernement à la transformation industrielle est crucial pour atténuer les

impacts du COVID-19. Selon l'UEMOA, une telle transformation implique de substituer à l'importation les produits qu'il est plus difficile de se procurer au niveau international et d'exporter des produits qu'il est plus difficile de vendre sur les marchés mondiaux. Les entreprises industrielles d'Afrique occidentale, en particulier, n'ont pas la capacité de réaliser une telle transformation.

Les budgets limités des États dans les pays en développement ne permettent pas de prendre des mesures supplémentaires coûteuses d'allègement de la dette et de la trésorerie, et les gouvernements commencent à se rendre compte qu'ils doivent élaborer un nouvel ensemble de mesures politiques pour assurer une transition sans heurts après la période de COVID-19. La reprise durable à long terme dans de nombreux pays en développement dépendra des mesures de réorientation des entreprises.

Pour que les économies puissent rouvrir dès que la pandémie de COVID-19 aura été contenue, il sera essentiel de faire preuve de flexibilité et d'un suivi étroit pour garantir une suppression progressive et ordonnée des interventions, pour encourager la restructuration des entreprises et pour éviter la capture des politiques ou les comportements de parasitisme. La reprise après le choc lié au COVID-19 ne permettra probablement pas de revenir à la normalité d'avant la crise. Les politiques visant à identifier de nouvelles alternatives pour l'organisation des réseaux de production mondiaux et à construire, diversifier et réorienter les capacités de production seront une composante importante des stratégies employées pour renforcer la résilience face aux perturbations futures.

Un redressement durable à long terme nécessitera en outre un engagement à combler les lacunes en matière de capacités et à améliorer les performances des systèmes de soins de santé locaux, y compris les liens avec les capacités de fabrication locales. L'ONUDI, en collaboration avec le système des Nations Unies, dispose des compétences nécessaires pour prendre l'initiative en élaborant un programme de coordination des efforts visant à soutenir les industries les plus vulnérables et les plus gravement touchées dans le monde entier. Ce point de vue est corroboré par l'enquête, qui montre que la grande majorité des gouvernements estiment que les organisations internationales telles que l'ONUDI ont un rôle important à jouer, par exemple en matière d'analyse et de preuves pour le soutien des politiques.

L'enquête de l'ONUDI auprès des décideurs en Afrique met en évidence les contraintes de capacité du soutien gouvernemental aux entreprises dans leurs efforts pour atténuer les impacts de la pandémie de COVID-19. La majorité des décideurs interrogés, par exemple, ont mentionné que leur gouvernement est confronté à un certain nombre de défis lorsqu'il s'agit d'aider les entreprises à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement et de nouveaux débouchés pour

leurs produits. Cela suggère que les risques post-COVID pour les industries des pays en développement sont bien réels et que les pays pourraient subir un sérieux contrecoup en termes de performances de développement. En ces temps sans précédent, la continuité des affaires dans l'industrie est essentielle. Il faut donc réagir avec prudence aux effets sur l'offre et la demande des conséquences de la pandémie de COVID-19 dès que les mesures de confinement seront levées.

En plus des mesures économiques transversales, des actions spécifiques à l'industrie doivent être introduites pour les industries les plus sévèrement touchées. Ces mesures politiques comprennent le soutien au développement de nouveaux modèles d'entreprise, la mise à niveau des technologies, l'innovation, l'exploration de nouvelles sources d'intrants et l'identification de nouveaux marchés pour les produits. Une grande partie de ce soutien peut prendre la forme d'échanges de connaissances et de technologies, mais il doit être assorti de programmes de crédit et de promotion des investissements.

Pour préparer l'industrie à l'avenir, les gouvernements doivent mettre en œuvre des initiatives qui garantissent que la production peut reposer sur des bases plus solides en cas de perturbation de la chaîne d'approvisionnement. Il peut s'agir d'une réorientation vers l'approvisionnement local, en mettant l'accent sur le développement des chaînes d'approvisionnement nationales et l'exploration de nouveaux produits et marchés. Dans ce contexte, une combinaison de politiques nouvelles et plus diversifiées devrait entrer dans la logique du développement industriel. Pour que les industries se rétablissent après la pandémie de COVID-19, il faudra faire preuve de souplesse et suivre de près les résultats des politiques afin de garantir une suppression progressive des interventions, d'encourager la restructuration des entreprises et d'éviter la capture des politiques ou les comportements de parasitisme.

Références

- African Union (2020). Impact of the Coronavirus on the African Economy. African Union, Abidjan, Côte d'Ivoire. Disponible sur : https://au.int/sites/default/files/documents/38326-doc-covid-19_impact_on_african_economy.pdf.
- Hartwich, F and M. Hedeshi (2020). COVID-19 effects in sub-Saharan Africa and what local industry and governments can do. UNIDO. Disponible sur <https://www.unido.org/news/covid-19-effects-sub-saharan-africa-and-what-local-industry-and-governments-can-do>.
- Hartwich, F. and A. Isaksson (2020). Managing COVID-19: Why poorer countries may drop out of industrialization. UNIDO. Disponible sur <https://www.unido.org/stories/managing-covid-19-why-poorer-countries-may-drop-out-industrialization>.
- Cantore, N.; F. Hartwich, A. Laplane, J. Larsen, A. Lavopa and N. Rodousakis (2020) Coronavirus: the economic impact – 21 October 2020 - Recovery or protracted economic downturn? The role of policies based on evidence. UNIDO, Austria, Vienna. Disponible sur : <https://www.unido.org/stories/coronavirus-economic-impact-21-october-2020>.
- IISD (2020). COVID-19 Stimulus Spending for Green Construction Means Building Back Better. International Institute for Sustainable Development. Disponible sur : <https://sdg.iisd.org/commentary/guest-articles/covid-19-stimulus-spending-for-green-construction-means-building-back-better>.
- Isaksson, A. (2020), COVID-19, poverty and why rescuing industry is a good strategy. UNIDO. Disponible sur : <https://www.unido.org/news/covid-19-poverty-and-why-rescuing-industry-good-strategy>.
- KPMG (2020). CEO Outlook: COVID-19 Special Edition. Disponible sur : <https://home.kpmg/content/dam/kpmg/xx/pdf/2020/09/kpmg-2020-ceo-outlook.pdf>.
- Mazzucato, M. and A. Andreoni (2020). Project Syndicate. No More Free-Lunch Bailouts. Disponible sur : <https://www.project-syndicate.org/commentary/conditional-bailouts-of-private-companies-2020-crisis-by-mariana-mazzucato-and-antonio-andreoni-2020-06?>

- McKinsey (2020). Ready, set, go: Reinventing the organization for speed in the post-COVID-19 era. Disponible sur : <https://www.mckinsey.com/business-functions/organization/our-insights/ready-set-go-reinventing-the-organization-for-speed-in-the-post-covid-19-era>.
- Mold, M. and A. Mveyange (2020) The impact of the COVID-19 crisis on trade: Recent evidence from East Africa. Brookings Institute. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/research/the-impact-of-the-covid-19-crisis-on-trade-recent-evidence-from-east-africa/>.
- Noy, I.; N. Doan, B. Ferrarini and D. Park (2020). The economic risk from COVID-19 is not where COVID-19 is. Disponible sur : <https://voxeu.org/article/economic-risk-covid-19-not-where-covid-19>.
- OECD (2020). Coronavirus (COVID-19): SME policy responses. Disponible sur : <https://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/coronavirus-covid-19-sme-policy-responses-04440101/>
- UEMOA (2020). Rapport de l'étude sur l'impact de la pandémie du COVID-19 sur le secteur privé de l'UEMOA. Union Economique y Monetaire Ouest Africaine. Disponible sur : <http://www.uemoa.int/fr/rapport-de-l-etude-sur-l-impact-de-la-pandemie-du-covid-19-sur-le-secteur-prive-de-l-uemoa>.
- UNECA (2020). Economic Impact of the Covid19 on Africa, Economic Commission for Africa, Addis Ababa, Ethiopia.
- UNCTAD (2020). Assessing the Impact of COVID-19 on Africa's Economic Development. UNCTAD, Geneva, Switzerland. Disponible sur : https://unctad.org/system/files/official-document/aldcmisc2020d3_en.pdf.
- UNIDO (2020). Industrial Statistics Yearbook, 2020. UNIDO, Vienna, Austria. Disponible sur : <https://www.unido.org/news/global-manufacturing-slowdown-poses-serious-challenges-achieving-sustainable-development-goal-9-unido-report>.

Annexe : Questionnaire

COVID-19 : Enquête sur les interventions de politique industrielle

Au répondant au sein du gouvernement :

L'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) mène une enquête auprès des décideurs politiques en Afrique afin d'évaluer la conception et la prestation des services politiques de l'organisation liés à COVID-19. Les informations recueillies et l'analyse ultérieure des données visent à élaborer des conseils politiques pour le développement de l'industrie en Afrique afin de répondre explicitement à la crise de COVID-19. Les résultats seront publiés et partagés avec tous les répondants et les décideurs politiques en général dans le but de soutenir les processus d'élaboration des politiques en Afrique.

Ce court questionnaire contient une série de questions relatives aux actions/politiques gouvernementales spécifiques à chaque pays pour soutenir l'industrie au vu des impacts de la pandémie COVID-19 sur l'économie. Les répondants sont assurés que toutes les données seront traitées avec confidentialité et qu'aucun pays ou gouvernement ou représentant de gouvernement ne sera mentionné nommément dans les publications.

Répondre à l'enquête ne prendra pas plus de 30 minutes. Nous sommes convaincus que l'utilité prévisible des travaux est suffisamment convaincante pour garantir votre participation essentielle.

Pour de plus amples informations ou des précisions sur l'enquête, veuillez contacter l'ONUDI EPR/PRS/RPA, Anders Isaksson (a.isaksson@unido.org).

A. Impact actuel de COVID-19 sur le travail du ministère de l'industrie

1. Le travail de votre ministère a-t-il été affecté par la crise COVID-19, en particulier le processus d'élaboration des politiques ?

- Oui
- Non → Passez à la question 3
- Je ne sais pas → Passez à la question 3

2. Comment le travail de votre ministère a-t-il été affecté par la crise COVID-19, en particulier le processus d'élaboration des politiques ? (Veuillez cocher toutes les réponses applicables)

- Le travail est plus lent
- Le travail est plus rapide
- Moins de parties/acteurs sont impliqués
- Davantage de parties/acteurs sont impliqués
- Moins de réunions qu'auparavant
- Plus de réunions qu'auparavant
- Les décisions ont tendance à être reportées
- Des réunions virtuelles/en ligne au lieu de réunions 'physiques'
- Un groupe de travail (ou similaire) a été créé pour suivre le développement économique
- Une commission COVID-19 a été créée
- Un groupe pluridisciplinaire a été créé pour conseiller le ministère
- L'accent est entièrement mis sur les questions liées à COVID-19
- Autre (veuillez décrire) :

3. Quels sont les questions/problèmes les plus critiques auxquels le ministère de l'industrie doit faire face pour faire son travail ? (Veuillez cocher les 3 problèmes / questions les plus importants)

- Manque d'information*
- Il y a trop d'informations*
- Manque d'expérience pour faire face aux crises*
- Manque de ressources budgétaires*
- Manque de ressources humaines (par exemple, de compétences)*
- Difficultés dues au fait que le travail se fait principalement en ligne*
- Difficultés de la coopération interministérielle*
- Manque de collaboration internationale*
- Il n'y a pas de problèmes ou de questions critiques*
- Autre (veuillez décrire) : _____*

B. Perception de l'impact actuel de COVID-19 sur l'industrie

4. Quels sont les trois (3) secteurs industriels qui ont été les plus touchés par la pandémie de Covid-19 et comment (veuillez indiquer si l'impact a été positif ou négatif)

1. _____

2. _____

3. _____

5. Pour les industries affectées par la crise COVID-19, quels sont les principaux problèmes auxquels elles sont confrontées ? (Veuillez cocher toutes les réponses applicables)

Pénurie de fournitures (par exemple, matières premières et autres intrants)

Diminution de la demande de biens et de services

Les usines ont dû fermer en raison des règles de couvre-feu

Les travailleurs ne peuvent pas venir travailler

Je ne sais pas

Autre (veuillez décrire) _____

6. D'ici à la fin de 2020, comment pensez-vous que les revenus moyens de l'industrie auront été affectés par la crise COVID-19 ?

- Amélioré
- Aucun effet
- 10%
- 10 à 25 %
- 25 à 50 %
- Pire que -50%

7. Si l'impact sur l'industrie est négatif, combien de temps pensez-vous qu'il faudra pour rétablir le même niveau qu'avant la crise ?

- Moins de 6 mois
- 6 mois à 1 an
- 1~2 ans
- 3~4 ans
- Plus long

C. Répondre à la situation suite de COVID-19

8. Le gouvernement a-t-il mis en place des mesures politiques pour soutenir l'industrie en raison de la pandémie ?

- Oui
- Non → Passez à la question 15
- Je ne sais pas → Passez à la question 15

9. Indiquez les trois (3) mesures politiques les plus importantes que le gouvernement a mises en place pour soutenir l'industrie face à la crise COVID. (veuillez les décrire brièvement)

1. _____

2. _____

3. _____

10. Indiquez le type de mesures politiques que le gouvernement a mises en place pour soutenir l'industrie suite à la pandémie. (Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent)

- Délai de paiement de la dette et extension des lignes de crédit et des garanties
- Loi sur la rétention des travailleurs
- Subvention pour retenir les travailleurs
- Subventions aux entreprises
- Soutien aux entreprises pour la réorganisation de leurs chaînes logistiques/ changement de fournisseurs
- Soutenir les entreprises à explorer et à accéder à de nouveaux marchés nationaux
- Soutenir les entreprises à explorer et à accéder à de nouveaux marchés internationaux
- Aider les entreprises à développer de nouveaux produits / gammes de produits
- Aider les entreprises à développer de nouveaux modèles commerciaux
- Aider les entreprises à développer des compétences nouvelles et différentes
- Aider les entreprises à accéder aux crédits et aux régimes de prêts
- Soutenir les entreprises pour attirer les investissements
- Subvention de R&D ou d'innovation'
- Expansion des commandes publiques
- Développement des travaux publics
- Déréglementation et report d'impôt
- Réglementation des importations et des exportations pour soutenir votre industrie
- Développement des compétences humaines pour l'engagement dans la nouvelle production
- Incitations financières à s'engager dans des produits et équipements pertinents pour le COVID
- Autres aides (par exemple, technologie, planification d'entreprise, etc.) pour réorienter la production vers des entreprises plus performantes et plus résistantes. (Veuillez décrire brièvement ou indiquer le titre de la mesure)

- Autre (veuillez décrire) _____

11. Lesquelles de ces mesures politiques ont été développées/conçues par le ministère de l'industrie en tant que ministère responsable? (Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent)

- Délai de paiement de la dette et extension des lignes de crédit et des garanties
- Loi sur la rétention des travailleurs
- Subvention pour retenir les travailleurs
- Subventions aux entreprises
- Soutien aux entreprises pour la réorganisation de leurs chaînes logistiques/ changement de fournisseurs
- Soutenir les entreprises à explorer et à accéder à de nouveaux marchés nationaux
- Soutenir les entreprises à explorer et à accéder à de nouveaux marchés internationaux
- Aider les entreprises à développer de nouveaux produits / gammes de produits
- Aider les entreprises à développer de nouveaux modèles commerciaux
- Aider les entreprises à développer des compétences nouvelles et différentes
- Aider les entreprises à accéder aux crédits et aux régimes de prêts
- Soutenir les entreprises pour attirer les investissements
- Subvention de R&D ou d'innovation
- Expansion des commandes publiques
- Développement des travaux publics
- Déréglementation et report d'impôt
- Réglementation des importations et des exportations pour soutenir votre industrie
- Développement des compétences humaines pour l'engagement dans la nouvelle production
- Incitations financières à s'engager dans des produits et équipements pertinents pour le COVID
- Autres aides (par exemple, technologie, planification d'entreprise, etc.) pour réorienter la production vers des entreprises plus performantes et plus résistantes. (Veuillez décrire brièvement ou indiquer le titre de la mesure)
- Autre (veuillez décrire)

12. En moyenne, pendant combien de temps pensez-vous que ces mesures politiques devront être mises en place ?

- Moins de 6 mois
- 6 mois à 1 an
- 1~2 ans
- 3~4 ans
- Plus long

13. Dans l'ensemble, pensez-vous que les mesures politiques actuellement en place sont suffisamment efficaces pour soutenir l'industrie?

- Oui → Passez à la question 15
- Non

14. Sinon, quelles mesures politiques supplémentaires pensez-vous que le ministère de l'Industrie devrait encore développer pour atténuer l'impact de COVID-19 sur l'industrie ? Veuillez expliquer.

15. Y a-t-il des mesures qu'une entreprise peut ou devrait prendre elle-même pour atténuer l'impact de COVID-19 sur ses activités (le cas échéant) ?

- Veuillez classer chaque option de 1 (pas du tout important) à 10 (très important)
- Collaborer à la commercialisation des produits
- Mettre en place des réseaux d'apprentissage interentreprises concernant l'adaptation à la crise COVID-19
- Réduire les coûts de production et augmenter la productivité
- Changer de fournisseurs et de chaînes d'approvisionnement plus fiables
- Trouver de nouveaux marchés et des acheteurs pour les produits existants
- Modifier la gamme de produits et fabriquer des produits différents pour leurs marchés actuels
- Modifier la gamme de produits et produire des produits différents pour de nouveaux marchés
- Je ne sais pas
- Autre (veuillez préciser) _____

D. Soutien de la communauté internationale

16. Quel type de soutien pensez-vous qu'il serait utile à votre gouvernement de la part d'organisations internationales, y compris l'ONUDI ? (Cochez toutes les réponses applicables)

- Soutien au travail de politique générale
- Renforcement des capacités du personnel du ministère
- Soutien aux travaux d'analyse générale
- Soutien au travail général sur les statistiques/données
- Soutien au travail politique lié à COVID-19
- Soutien aux travaux d'analyse liés à COVID-19

- Soutien aux travaux statistiques/données liés à COVID-19
- Je ne sais pas
- Autre (veuillez préciser)

17. Informations confidentielles sur le répondant (pour usage interne uniquement)

- Pays
- Nom du ministère ou de l'institution publique
- Nom du répondant
- Fonction du défendeur
- Années de service du répondant
- Brève description des responsabilités/activités

18. Suivi

Nous vous serions très reconnaissants de participer à une éventuelle enquête de suivi ou à un entretien dans quelques mois. Si vous souhaitez y participer, veuillez laisser vos coordonnées (y compris votre adresse électronique)



UNITED NATIONS
INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION

Vienna International Centre · P.O. Box 300 9 · 1400 Vienna · Austria
Tel.: (+43-1) 26026-0 · E-mail: info@unido.org
www.unido.org